



La part des absents. Les images en creux des réfugiés palestiniens

Stephanie Latte Abdallah

► To cite this version:

Stephanie Latte Abdallah. La part des absents. Les images en creux des réfugiés palestiniens. Stephanie Latte. Images aux frontières. Représentations et constructions sociales et politiques. Palestine, Jordanie 1948-2000, Institut français du Proche-Orient, pp.63 - 104, 2005, 9782905465214. hal-02347194

HAL Id: hal-02347194

<https://sciencespo.hal.science/hal-02347194>

Submitted on 26 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La part des absents. Les images en creux des réfugiés palestiniens

Cette photographie d'une étiquette des sacs de rations alimentaires envoyés pour les « réfugiés arabes » en 1949 est une figure symbolique du lien humanitaire, dans lequel le don non-réciproque instaure une relation inégale. J'ai choisi cette image car elle paraît écrasante, trop présente, affirmative. De cette façon, elle se conteste, se détruit elle-même, et laisse paradoxalement une place aux voix dissonantes de ceux auxquels elle s'adresse. D'une certaine manière, l'acte du don, inlassablement représenté par les photographies des différents organismes à travers les images de distributions, et surtout la tension entre don et droit, est au cœur de la question politique des réfugiés palestiniens. Dans les premières années, c'est l'instauration progressive de l'image d'une césure entre le politique et l'assistance humanitaire qui permet l'effacement de l'identité personnelle et sociale des réfugiés, puis une action clairement politique de l'humanitaire à travers l'UNRWA par les projets de réinstallation à l'extérieur de la Palestine. Et c'est pourtant la présence de cette aide, l'état d'exception qu'elle crée et son occupation qui a permis aux Palestiniens réfugiés d'inscrire individuellement et collectivement leur droit dans une action qui n'a cessé, jusqu'aux années 1990, de se présenter comme mue par un impératif moral. Chacun – dans son histoire – s'est approprié le poids du don, celui de l'échange de la carte de rations contre la terre, l'a transformé, contourné, détourné, parfois nié, l'a fait sien et l'a contraint, dans les faits et dans les mots, à servir une trajectoire et une image de soi.



Ce travail entend retracer des regards croisés et conflictuels sur les réfugiés et le système humanitaire : ceux véhiculés par les photographies et films institutionnels, les dispositifs et symboles les plus remarquables mis en place au cours des deux premières décennies de l'assistance humanitaire, et leur réception, subversion, appropriation ou négation par les réfugiés. Il se construit comme un dialogue tendu entre la construction historique des représentations et dispositifs les plus performatifs de l'humanitaire, et leurs perceptions et utilisations par les réfugiés, à partir d'entretiens conduits dans les camps de Jordanie. Des réfugiés auxquels ne s'adressent pas les films et les photographies, mais qui sont les premiers concernés par les modalités de l'assistance humanitaire et par son mode de légitimation et de représentation.

S'interroger sur les images produites (photographies et films institutionnels) par les différentes organisations humanitaires en charge des réfugiés palestiniens depuis 1948 (Quakers, Croix-Rouge, UNRWA) ¹ implique de se poser à la fois la question de leur genre et celle du public auquel elles s'adressent. Des travaux récents sur le système ou l'idéologie humanitaires ont en effet montré des récurrences dans le mode d'exposition de la souffrance des populations réfugiées, qui tendent à construire la catégorie « réfugié » en excluant toute forme d'identité sociale et politique. Une réflexion actuelle des acteurs de l'humanitaire reconsidère toutefois des représentations où les excès du misérabilisme sont dénoncés, non en eux-mêmes, mais parce qu'ils semblent peu à même de solliciter le don et la récolte des fonds nécessaires auprès du public des pays riches. Selon L. P. ², responsable des programmes des Quakers

1. De 1948 à 1950, les Quakers (*American Friends Service Committee*) dans la bande de Gaza, la Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge au Liban, en Transjordanie et en Syrie, et le Comité International de la Croix-Rouge en Israël et en Palestine arabe (Cisjordanie) sont en charge du secours aux réfugiés de Palestine sous l'égide des Nations Unies. À partir du 1er mai 1950 et jusqu'aujourd'hui, l'*UNRWA* (*United Nations Relief and Works Agency* - Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient) assume une fonction humanitaire dans les trois pays d'accueil des réfugiés (Jordanie, Syrie, Liban), qui s'est institutionnalisée au fil du temps.
2. Pour les entretiens réalisés avec le personnel humanitaire, nous avons utilisé des initiales. Pour ceux faits avec des réfugiés, qui expriment des points de vue personnels et non institutionnels, nous avons changé les noms de nos interlocuteurs.

pour la Jordanie et la Palestine, si les documents ou productions audiovisuelles des organismes humanitaires s'intéressent peu à décrire la société considérée ou son histoire, la plupart, aujourd'hui, ne montrent plus

« des gens dans une situation désespérée, comme le faisait l'Unicef avec des photographies d'enfants en pleurs, mais insistent sur l'action de celui qui dispense l'aide, l'employé de l'humanitaire à laquelle le public peut s'identifier d'une manière positive, et également sur la capacité des gens à s'en sortir par eux-mêmes »³.

Comme le remarque Barbara Harell-Bond⁴, l'image des réfugiés a été profondément altérée depuis les vagues d'exilés européens considérés comme « politiques » des premières décennies du siècle, puis ceux issus du contexte post-seconde guerre mondiale de la guerre froide. Peu à peu, l'accent a été porté sur leur dénuement, leur passivité et leur incapacité à agir sur leur propre devenir sans l'aide et la compassion des intervenants humanitaires venus des pays dits développés. Le philosophe Alain Badiou évoque ainsi la construction d'un homme-victime, « objet » de l'intervention et de l'urgence humanitaires, aux prises avec sa seule survie biologique⁵. Giorgio Agamben oppose quant à lui ce qu'il nomme « la vie nue (*zôé*, le simple fait de vivre) » réduite au silence des réfugiés à « la vie qualifiée (*bios*, la forme ou la façon de vivre propre à un individu ou à un groupe) »⁶ du citoyen. Michel Agier souligne ce processus de négation identitaire et de dépolitisation : « L'urgence ne s'intéresse qu'aux victimes et les victimes, par principe humanitaire, n'ont pas d'appartenance sociale et politique, et donc pas de voix »⁷.

Ces images institutionnelles dont les vocations premières sont la collecte de fonds et la médiatisation de l'action de l'organisme humanitaire, s'inscrivent dans une stratégie de communication qui s'adapte à ses différents interlocuteurs, dans laquelle la réception est essentielle. Dans le cas de l'UNRWA, ceux-ci sont principalement l'ONU, la presse locale et internationale, les gouvernements des pays d'accueil, les réfugiés et le personnel de l'Office, et surtout ses bailleurs de fonds (organisations internationales et pays donateurs). L'UNRWA, malgré un demi-siècle d'existence et plus de 22 000 employés, n'a pas de budget propre. Il est dépendant de donations renouvelées périodiquement. Ceci constitue une faiblesse et une contrainte de fonctionnement majeurs qui impliquent en retour une attention très particulière à son image et à sa communication.

M. Z., journaliste, en charge des relations publiques de la branche jordanienne de l'UNRWA, explique que la collecte de fonds auprès des différents pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Communauté européenne, pays arabes...etc.) suppose des approches différenciées selon les pays. D'une part, on valorise l'aspect positif de ce qui a été réalisé afin de ne pas décourager des États régulièrement sollicités. À cet égard, la situation des réfugiés ne doit pas être représentée sous un jour trop dramatique. D'autre part, on souligne la contribution de l'UNRWA à la stabilité régionale depuis son établissement, et sa spécificité : le fait qu'il soit devenu au fil du temps une véritable administration et un employeur clef des réfugiés⁸. Si les motivations des pays donateurs sont différentes, elles sont toutes d'ordre politique. Il faut donc soit diffuser des messages aux contenus différents selon les pays, soit donner une représentation suffisamment consensuelle de la question.

3. Entretien, Amman, 03 janvier 2001.

4. Harell-Bond, B., «The Experience of Refugees as Recipients of Aid», in Alastair Ager (ed.) *Refugees. Perspectives on the Experience of Forced Migration*, 1999, p. 136-168.

5. Badiou, A., *L'éthique. Essai sur la conscience du mal*, 1993.

6. Agamben, G., *Homo Sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*, 1997.

7. Agier, M., *Aux bords du monde, les réfugiés*, 2002.

8. L'UNRWA a en effet progressivement développé ses programmes autour de trois « ministères » : l'éducation, la santé et les services sociaux. De l'ordre de 99, 5% de ses employés sont des « locaux ».

En ce qui concerne les productions audiovisuelles, cela revient le plus souvent à s'adresser aux principaux contributeurs : les États-Unis qui donnent, depuis la création de l'Office, plus de 60% du budget de celui-ci, suivis de la Grande-Bretagne⁹ et, aujourd'hui, de la Communauté Européenne, devenue le second contributeur.

Les documents audiovisuels que nous avons collectés s'adressent surtout à un public américain ou européen. Certains ont été diffusés sur des chaînes de télévision, les autres montrés lors de réunions avec les pays donateurs ou au sein des Nations Unies, ou lors d'événements ou de manifestations de l'UNRWA (anniversaire de l'Office, lancement de nouveaux programmes, inauguration de bâtiments, situation d'urgence particulière, etc.). Ils s'inscrivent dans une politique de visibilité de l'action de l'Office qui, la plupart du temps, ne cherche pas à solliciter les dons individuels.

Nous avons limité notre étude des représentations de l'humanitaire à la période 1948-1974, moment où l'OLP obtient un statut d'observateur à l'ONU, devient un interlocuteur reconnu de l'UNRWA au même titre que les pays d'accueil des réfugiés, et influe sur ses orientations et sur sa communication. À partir du second exode de 1967, et surtout de la fin des années 1970, l'Office élargit en effet ses services à la communauté palestinienne, et est également progressivement investi d'une mission de protection du peuple palestinien lors des conflits, dans le cadre du droit international. Depuis cette période, les représentations des réfugiés ont été fortement influencées par les conceptions de l'identité, de l'appartenance et de la culture palestiniennes véhiculées par le mouvement national ; par l'évolution du débat sur la question à l'ONU ; et par les effets des perspectives de règlement du conflit – celles ouvertes par les accords de Camp David en 1978, puis par la Conférence de Madrid en 1991, qui annonce les Accords d'Oslo de 1993 (Oslo I) et 1995 (Oslo II).

En amont du rôle du mouvement national dans la politisation progressive du système humanitaire¹⁰, la réinscription du politique est le fruit de résistances du quotidien qui permettent une appropriation valorisante et utile socialement ou politiquement dans des trajectoires individuelles et collectives. Ces conflits se nouent autour de la définition de la nature de l'intervention humanitaire, sur un point de tension entre deux conceptions et représentations concurrentes : celle du don et celle du droit. Les documents institutionnels¹¹ instaurent en effet une césure entre le politique et une assistance guidée par un seul impératif moral, qui ouvre la voie à une intervention formatrice sur les individus (partie 1). Cette dissociation a lieu au cours des années 1950, dans une période de construction des référents de l'intervention humanitaire moderne et de passage, au niveau international, entre une représentation politique et une autre strictement humanitaire de la question des réfugiés. Cette division entre deux représentations du problème, servie par la production d'images, est précisément le lieu où s'est nouée la question politique. Les résistances quotidiennes des réfugiés au cours de l'exil et les perceptions de l'assistance humanitaire que nous avons collectés en Jordanie, montrent en effet la réinscription progressive de la dimension du droit

9. Dans les années 1950 et 1960, ces deux pays fournissent à eux seuls plus de 90 % du budget de l'UNRWA.

10. Sur les dynamiques d'instrumentalisation de l'humanitaire et sur les échanges entre le mouvement national et l'UNRWA, voir l'article de Jalal Al Husseini dans cet ouvrage, « Réfugiés 50 ans après. L'évolution de la représentation du réfugié palestinien dans le discours officiel de l'UNRWA ».

11. Notre étude s'appuie sur une analyse des films et photographies des organismes humanitaires (Quakers, Croix-Rouge, UNRWA). Nous avons aussi utilisé les archives écrites lorsque cela était nécessaire.

dans le don humanitaire : par une occupation individuelle et communautaire du système d'assistance, qui constituent en lien politique ce qui est représenté par l'humanitaire comme une dépendance (partie 2).

1. Isoler le secours du politique : les regards contrastés des organismes humanitaires (1948-1967)

Les images de la terre et de ses absents : rupture, continuité, mythe et histoire

Les images des premières années montrent une remarquable cohérence entre le regard photographique ou filmique et les conceptions politiques et opérationnelles des Quakers (*American Friends service Committee – AFSC*), de la Croix-Rouge ou de l'UNRWA. Les premiers documents iconographiques sont *Sands of Sorrow* (Nations Unies, 1950), *Les errants de Palestine* (Comité International de la Croix-Rouge, 1950), un film muet sans titre d'une dizaine de minutes tourné par un réalisateur des Nations Unies pour les Quakers dans la bande de Gaza, et de nombreuses photographies de ces institutions et de la Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge (LSNCR), ou de sociétés nationales comme la *British Red Cross*.

Dans l'ensemble, les documents visuels des Quakers établissent une continuité entre la période pré et post-exode, et ce faisant, inscrivent l'appartenance territoriale d'un peuple à la Palestine d'avant 1948. Elles revêtent ainsi une dimension historique, sociologique et anthropologique. Elles rendent compte de certains aspects de la vie urbaine et villageoise dans la bande de Gaza : on y voit le cinéma *Assamir* de la ville de Gaza, la rue principale, une photographie de la mosquée, la ligne de chemin de fer. Elles montrent des scènes de la vie villageoise



AFSC
Rue principale de la ville de
Gaza, 1949/1950.

et les différentes activités économiques qui étaient celles des réfugiés : le travail agricole, la pêche. Elles documentent une société déracinée dans sa diversité et les différents statuts ou fonctions sociales qui la composent : sur l'une d'entre elles figure un *mukhtar*, sur une autre trois générations de réfugiés, sur une troisième un homme religieux. Ces photos représentent des personnes singulières dotées d'une identité collective et individuelle.



AFSC
« Homme religieux », 1949/
1950.

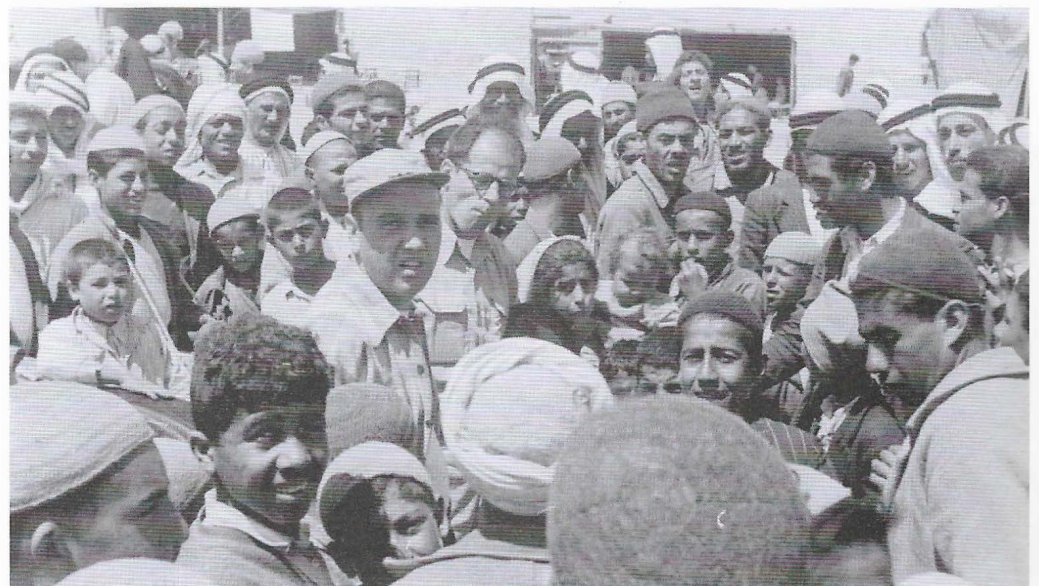
Le regard photographique instaure l'idée d'une communauté d'intérêt, d'une proximité entre les réfugiés, qui sont ici également acteurs de l'assistance humanitaire, et ceux qui la dispensent, de même qu'un lien entre la terre et ses habitants. Contrairement aux images du film du CICR, *Les errants de Palestine*, le spectateur n'est pas confronté à des groupes d'hommes et de femmes formant une masse indistincte et passive qui reçoit les secours. Lorsque ces photographies documentent les distributions, le point de vue est moins anonyme : les conditions singulières de la situation de réfugié et les multiples contingences, stratagèmes, ainsi que le travail quotidien que demande l'accès à l'assistance sont visibles.

AFSC
Réception de l'eau, Rafah, sud de
la bande de Gaza. 1949/1950.



Sont aussi représentés les conflits répétés, générés par les modalités d'une assistance qui ne peut satisfaire les attentes de réfugiés souhaitant retrouver leur terre, refusant les contrôles de leur droit à l'assistance, ou demandant des secours de meilleure qualité et en plus grand nombre ¹².

AFSC
« Aux prises avec une émeute »,
1949/1950.



12. La fréquence des émeutes fut un des problèmes majeurs auquel se heurtèrent les volontaires des Quakers.

Les photos témoignent également de la présence d'un conflit armé dont les protagonistes sont identifiés, dont les pratiques et les conséquences violentes sont illustrées, comme le montrent de nombreuses photographies du village entièrement détruit de Beit Hanoun, celle d'une vieille femme sortant de la cave où elle a trouvé refuge, ou l'image de l'alignement des tombes dans le cimetière de la bande de Gaza, dont le commentaire nous dit qu'elles sont nombreuses suite à la guerre et aux conditions de dénuement créées par les départs hâtifs.



AFSC
Bande de Gaza, 1949/1950.

Ainsi, cette dernière photographie est une des rares dans l'ensemble du matériau iconographique à représenter la dureté des effets du conflit sans effacer la dignité des personnes ou leur identité : on voit ici une femme portant toute son attention au soin de la tombe de son mari défunt, qui renseigne sur le mode singulier et sobre d'ensevelissement des morts.



AFSC
Rafah, sud de la bande de Gaza,
1949/1950.

En revanche, *Les errants de Palestine*, *Sands of Sorrow* ou les films produits par l'UNRWA dans les années 1960 instaurent une rupture totale entre la situation actuelle des réfugiés et la période antérieure. Les organismes humanitaires interviennent ici à partir de l'exode représenté comme un moment zéro de l'histoire politique et même sociale des personnes, une *tabula rasa*. Les réfugiés sont des errants, sans racines, des inutiles au monde. Une identité de réfugié est créée, qui isole, sépare, se substitue à toute autre forme d'appartenance sociale, car celle-ci, à travers le lien à la terre (travail agricole, habitations, etc.), serait immédiatement politique. Ces films effacent l'historicité du problème des réfugiés, lesquels semblent victimes d'une catastrophe a-politique et a-temporelle. La condition de réfugié est de ce fait essentialisée, et devient la seule qualité des personnes vues sur l'écran.

Il faut distinguer les photographies du CICR, qui documentent l'exode de manière plus historique – même si le regard reste à distance et n'établit pas de lien entre la période pré et post-exil – du film du Comité International de la Croix-Rouge, *Les errants de Palestine*. Les premières mentionnent en effet les lieux des départs, documentent largement les transferts de population entre les zones juives et arabes, les bombardements et les échanges de prisonniers de guerre, en accord avec le rôle d'intermédiaire neutre du CICR et sa mission de protection des civils et des prisonniers pendant la guerre de 1948. De même, quelques photos enfouies dans les archives écrites rendent compte du massacre de Deir Yassin, et le rapport de Jacques de Reynier, responsable du CICR, sur cet événement constitue un témoignage historique ancien sur certaines pratiques guerrières.

En tant qu'outil de communication, le film contraint nécessairement la représentation, car il est construit et chargé d'une intention de diffusion publique que n'avaient pas toutes les photographies. Dans celui-ci, le commentaire, la musique dramatique puis enthousiaste lorsque l'action du Comité et la réorganisation de la vie dans les camps sont évoquées, masquent les données historiques du conflit, lequel est brièvement mentionné sans qu'aucun élément ne permette de le comprendre, ni même de connaître les belligérants. Le commentaire précise toutefois le rôle de secours du Comité, et le démarque de l'action politique qui doit permettre la résolution du problème des réfugiés.

La création d'un effet d'a-temporalité est due à une représentation des réfugiés qui les coupe de leur identité sociale. Ils sont présentés de manière répétitive comme une masse de gens passifs, comme des misérables éternels, par des photographies et des plans récurrents de femmes chargées d'enfants, de longues files d'hommes et de femmes que l'on recense, que l'on déplace d'un endroit à un autre, qui attendent la distribution de nourriture ou de couvertures. Cet effacement du contexte historique et social tient également au montage et au commentaire qui lissent les événements, dans une histoire dont le scénario est sans voix, sans personnages hormis les institutions qui, elles, secourent activement ceux qui sont alors nommés les « réfugiés arabes ». Ceux-ci sont toujours évoqués dans des phrases à la forme passive ou impersonnelle :

« On procède à leur recensement. Hardes et maigres bagages, pauvres objets sauvés du désastre sont vite emballés. (...) Et c'est le départ (*musique enthousiaste*) vers cette trentaine de villes provisoires (*il s'agit des camps non nommés ici*) groupées autour des centres régionaux où les réfugiés fuyant le territoire israélien (*le nouvel État est nommé pour la première fois dans la seconde moitié du film*) et la zone des combats seront agglomérés. »¹³

L'espace géographique, la Palestine, dont les « lieux parlent à l'âme et à l'imagination de milliers d'êtres humains »¹⁴, se prête à l'inscription de la question des réfugiés dans un temps immémorial, mythique et éternel. La représentation de la Palestine contemporaine comme terre biblique et comme lieu archéologique, à travers l'intérêt pour l'histoire ancienne, est un topos récurrent dans la littérature scientifique comme dans les récits de voyages depuis le XIX^e siècle. Aussi l'image de la fixité de la vie sociale et des traditions en Palestine, dans la région et au-delà, dans les descriptions de lieux lointains et « primitifs », ont-elles été soulignées par de nombreux travaux¹⁵. Dans *Beneath the Bells of Bethlehem*¹⁶, les coiffes des femmes chrétiennes sont décrites comme n'ayant pas changé depuis les Croisades. À propos de la mise en place d'une coopérative de femmes, le commentaire souligne, en montrant les robes palestiniennes, qu'il s'agit de « la broderie traditionnelle de la Terre sainte ». Ces traditions figées dans un temps mythique permettent le sentiment d'exotisme, en vertu duquel le changement n'est pas souhaité : « les modernes jerricans détrôneront-ils la poésie des amphores classiques ? », se demande le commentaire de ce même film.

On retrouve dans ces films, qui s'adressent essentiellement à un public américain et chrétien, certains thèmes qu'Annelies Moors relève dans son étude des articles du *National Geographic Magazine* entre 1948 et 1967¹⁷ : la Palestine comme terre sainte et comme espace aux conflits récurrents, Jérusalem la ville divisée. La guerre de 1948 est ainsi présentée comme un des multiples avatars de cette conflictualité, qui devient la qualité naturelle d'un espace géographique. Un passage de *Tomorrow Begins Today* évoque conjointement ces trois motifs :

« À nouveau en 1948, le conflit armé ravagea la terre. La paix de Jérusalem est rompue. La ville est divisée. Une partie tombe aux mains des Arabes, et l'autre dans celles de l'État d'Israël. Le destin de Jérusalem fut partagé par toute la Palestine. Et advinrent toute la perte et la souffrance créées par l'exode de la Terre sainte. »¹⁸

Ici, l'absence des acteurs du conflit comme sujets des phrases au profit de lieux ou d'entités abstraites est remarquable. L'emploi de mots tel que « destin », de même que l'utilisation, conjointe dans une même phrase, de formes verbales au passé et au présent, renforcent le sentiment d'un temps mythique d'éternel présent et l'effacement du déroulement historique.

La contextualisation historique faite par le commentaire de chacune de ces productions pour présenter le sujet est similaire. Elle évoque le temps biblique, les civilisations anciennes et l'archéologie, ou parfois les Croisades. Les films montrent certains monuments, puis immédiatement la conséquence du dernier conflit, les « réfugiés arabes ». Ils effectuent des sauts temporels vertigineux, font

13. CICR, *Les errants de Palestine*, 1950.

14. *Id.*

15. Tel que celui de Johannes Fabian, *Time and the Other. How Anthropology Makes its Objects*, 1983.

16. Film de l'UNRWA des années 1960 (pré-1967) non daté précisément.

17. Cf. Moors, A., « Framing the "Refugee Question" : the *National Geographic Magazine* 1948-1967 ».

18. UNRWA, *Tomorrow Begins Today*, années 1960 (pré-1967).

de constants allers-retours entre un temps mythique et les conditions de vie des réfugiés : « À Jéricho, entre Jérusalem et la mer morte, des fouilles récentes ont révélé ces murs, anciens de plus de 6000 ans. Dans le désert alentour, 100 000 réfugiés vivent dans quatre camps. Derrière, domine le Mont de la tentation »¹⁹. Ces films montrent la terre de Palestine et de la région comme un lieu aux multiples civilisations, saturé de vestiges, de traces et de symboles. Les références à la chrétienté sont largement dominantes : dans *Tomorrow Begins Today*, elles prennent même un tour comique lorsque le commentaire évoque brièvement l'avènement de la civilisation islamique, pendant que l'on entend sonner les cloches d'une église. Toutefois, ils élaborent également une image syncrétique de la Terre sainte et rappellent pour la plupart qu'elle est « ...terre sacrée pour les fidèles de trois religions... »²⁰.

Ces représentations centrées sur une terre rejetée dans un temps mythique gommant la question politique des réfugiés, et ont, à notre sens, deux intentionnalités. D'une part, l'insistance sur la culture chrétienne est une manière de favoriser l'identification du public aux réfugiés, et de le sensibiliser à la nécessité de ramener la paix en Terre sainte en insistant sur le paradoxe entre conflit et spiritualité chrétienne. *Beneath the Bells of Bethlehem*, entrecoupé de passages de la Bible, dont le fonds sonore est fait de tintements de cloches et de musique liturgique, est un exemple particulièrement éloquent de cette volonté : l'image de la nativité est construite par des plans répétés où une famille réfugiée, puis une mère, un nourrisson et un âne sont filmés dans une grotte. Le commentaire souligne la similitude de la situation des réfugiés avec celle de Marie, Joseph et du Christ, né dans une étable « car il n'y avait pas de place pour eux. Aujourd'hui, il semble qu'il n'y ait pas de place pour ces gens sans toit, etc. »²¹. Bethléem, lieu de paix, est par ailleurs soudainement présentée comme une ville-frontière. La musique est stridente, dramatique, de longs plans de fils barbelés, symboles de la violence de la division entre États jordanien et israélien, s'associent à un commentaire au ton menaçant et emphatique : « Depuis 1948, cette ligne de cessez-le-feu est devenue la ligne de démarcation de la peur. Si Marie et Joseph se mettaient en route de Nazareth à Bethléem aujourd'hui, leur chemin serait barré »²². D'autre part, la présentation de la multiplicité des civilisations et des vestiges anciens et religieux, des monuments, tend à créer en partie le même effet que l'image de la terre vide produite par les premiers israéliens : elle légitime toute intervention extérieure par l'effacement de la vie sociale et la dématérialisation du territoire, qui n'est pas perçu par le spectateur comme un lieu de vie et d'activité économique. Aussi, cette image d'une terre aux civilisations et religions multiples établit-elle une représentation géographique et temporelle aux contours flous, consensuelle, qui construit la formation d'un consensus politique nécessaire aux contraintes de neutralité des Nations Unies et au développement d'un discours strictement humanitaire sur la question des réfugiés.

19. UNRWA, *The Silver Lining*, 1964.

20. CICR, *Les errants de Palestine*.

21. UNRWA, *Beneath the Bells of Bethlehem*, années 1960 (pré-1967).

22. *Id.*

D'une masse indifférenciée d'inutiles au monde à l'investissement dans le dispositif humanitaire 1948-1949

Dès les premiers temps de l'aide aux réfugiés, deux visions opposées se font jour au sein du dispositif d'assistance des Nations Unies, l'UNRPR²³, qui coordonne l'action des Quakers et de la Croix-Rouge. L'origine de l'implication des différents organismes en Palestine et le rôle qu'ils souhaitent par la suite jouer montrent des différences sensibles.

Les Quakers étaient en effet opposés à une dissociation entre une activité de secours et une activité de médiation et de conciliation, telle qu'elle est instituée par les Nations Unies, avec les créations conjointes de la Commission de Conciliation pour la Palestine en décembre 1948, et celle du dispositif de secours. Leur rôle est dès le départ défini en termes politiques, et continuera à l'être après la fin de leur opération de secours. Ils s'assignent deux objectifs principaux. Le premier consiste à réinstaller les réfugiés qui rentrent en Israël, par la mise en place de projets économiques, surtout agricoles, et contribuer à leur maintien en Palestine. Dès le début de leur action, des projets de développement et de modernisation de l'agriculture sont initiés dans le village de Turan et à Acre, en Galilée, une région qui devait faire partie du futur État arabe selon le plan de partage de 1947. Le deuxième objectif est de travailler à la réconciliation des deux peuples par la médiation politique entre les gouvernements et représentants politiques, et sur le terrain, par la création de lieux de sociabilité, d'échange et d'activités professionnelles communes à la population juive et arabe.

Sur le plan audiovisuel et photographique, la difficulté d'aborder la question des réfugiés²⁴ conduit les Nations Unies à dissocier strictement les images d'ordre humanitaire de celles perçues comme étant d'ordre politique. Le politique est en effet entendu dans un sens très large en raison de la politisation immédiate de la question de l'appartenance territoriale : il s'agit tout autant de l'identité sociale des réfugiés, de l'explication historique d'un conflit territorial ou des modalités de la guerre... Ceci est clairement exprimé dans une correspondance des Quakers de décembre 1948 adressée au directeur de l'UNRPR, Stanton Griffis, à propos d'un projet de documentation iconographique de la question des réfugiés dans la bande de Gaza, destiné à rendre visible l'action de secours et pérenniser les fonds. À ce moment-là, les combats font encore rage et le responsable de la mission évoque ainsi le travail du photographe :

« Il a aussi photographié les dégâts occasionnés par les bombardements dans la ville. J'ai tenu à éviter toute photographie et toute activité qui montreraient un intérêt pour les aspects militaires de cette affaire, car j'ai obtenu une permission uniquement sur la base d'un reportage sur la question des réfugiés. »²⁵

C'est-à-dire, comme il l'explique, des photographies montrant uniquement le « besoin » et « les opérations de secours ». Il décrit par ailleurs la mise en scène du geste humanitaire, le don, par une distribution de lait, recrée dans le camp de Bureij pour des photographes, arrivés trop tard.

23. L'Action de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRPR - *United Nations Relief for Palestine Refugees*). Elle est créée le 1^{er} novembre 1948 et dirigée par Stanton Griffis, ancien ambassadeur des États-Unis au Caire. Des accords sont signés avec le CICR, les Quakers et la Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge en décembre 1948. Elle fait suite à l'Action de secours d'urgence des Nations Unies, mise en place en septembre 1948.

24. Ainsi, à propos du réalisateur des Nations Unies, M. Wagg, venu à Gaza à la demande des Quakers pour rendre compte de leur action, une correspondance interne évoque le fait « qu'il rencontre une résistance considérable à son projet au sein de la division cinématographique des Nations Unies car ils sont alliés de près à des groupes particulièrement empathiques vis-à-vis d'Israël qui ne sont pas très pressés que les besoins des réfugiés arabes soient présentés ». Cf. Lettre de Charles R. Rea, Field Director à Bronson Clark, Palestine Desk, 04 novembre 1949 / Archives de l'*American Friends Service Committee*.

25. Lettre de Mr. Evans à Mr. Stanton Griffis, 26 décembre 1948, *eod. loc*

Les photographies des Quakers montrent, nous l'avons évoqué, des personnes réfugiées, sujets et actrices de leur histoire et liées à la terre de Palestine par une vie sociale et des activités économiques. Celles qui documentent le travail agricole en Galilée, dans le cadre de leurs projets de maintien et de modernisation des activités existantes, vont dans le même sens.



AFSC

Travaux agricoles, village de Turan,
Galilée, 1949/1950.

En revanche, les autres organismes les représentent dans un premier temps surtout comme une masse indifférenciée de gens passifs, qui attendent l'assistance ou sont transportés dans les camps.



CICR

Distribution de lait aux enfants,
Cisjordanie, 1948.

Les réfugiés sont caractérisés dans le film du CICR comme dans ses archives écrites, et dans une moindre mesure celles de la Ligue, comme des indigents, et sont d'abord traités en tant que pauvres et en tant que malades potentiels. Ils sont des « errants », des « malheureux », ayant trouvé refuge dans de « pauvres huttes », ayant emmené avec eux quelques « pauvres objets » et de « maigres bagages »²⁶. La crainte des épidémies est à ce moment-là un souci majeur, symbolique de la crainte sociale et politique inspirée par ces masses mouvantes, perçues comme indigentes et ignorantes, donc dangereuses. La peur de la contagion donnera ainsi lieu à des campagnes autoritaires de grande ampleur, « une campagne anti-malaria », « une campagne anti-mouches », et ce jusqu'à la désinfection répétée des effets et des personnes au DDT :



LSNCR
Pulvérisation de DDT,
avril 1950.

« Le camp est monté, une nouvelle vie communautaire a commencé, un peu d'ordre se substitue au chaos des premières semaines de l'exode. Le premier souci des délégués du CICR est d'écarter les épidémies, on désinfecte tentes et grabats sans oublier les réfugiés eux-mêmes, qui se prêtent de bonne grâce à cette toilette pour eux nouvelle. »²⁷

La représentation de l'oisiveté des réfugiés se construit surtout à partir de la mission que s'assignent ces institutions humanitaires. Une mission civilisatrice qui prend corps autour de la valeur clef du progrès moral et matériel, autour de l'organisation cartésienne de la vie quotidienne dans les camps, de l'ordre, de la propreté et de l'hygiène, et du rôle salubre du travail ; et à partir de représentations construites au mépris de la réalité quotidienne de l'exil et de l'histoire sociale et culturelle des personnes. Des représentations qui opposent les valeurs véhiculées par ceux qui donnent et par ceux qui reçoivent : activité/oisiveté, planification/désordre, hygiène/saleté. Cette mission s'ancre dans un investissement dans le système humanitaire, dans ses structures, et notamment dans la création d'espaces séparés, de lieux de l'exception : les camps. La Croix-Rouge crée en effet la plupart

26. *Les errants de Palestine*, 1950.

27. *Id.*

des camps qui seront par la suite administrés par l'UNRWA, et fait du dispositif circonscrit du camp un lieu essentiel d'application de mesures réformatrices des réfugiés. Le rôle dévolu au camp, comme outil de modernisation et d'action sur la société dans l'économie des secours, rappelle celui donné à la planification spatiale et urbaine alliée à l'hygiène et au contrôle sanitaire dans l'Europe de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècle, tel qu'il a été montré par Michel Foucault²⁸.

La négation de l'identité sociale des palestiniens réfugiés ouvre la voie à des techniques humanitaires de formation des réfugiés à la nouvelle vie qui est créée pour eux dans les camps, qui sont censés remplacer le village ou la ville, et peu à peu devenir « leurs nouvelles 'patries' »²⁹. Les camps constituent, particulièrement pour le CICR, une grande réalisation sociale, un lieu expérimental où un mode considéré comme innovant d'organisation matérielle et structurelle de la vie quotidienne doit produire des effets sur la vie sociale et sur les mentalités des réfugiés. Le délégué Courvoisier se félicite ainsi de l'œuvre accomplie :

« La propreté régnait partout, une propreté que l'on n'aurait pu trouver nulle part dans aucun village arabe. À côté du magnifique encouragement que nous apportait un résultat aussi brillant, la preuve venait d'être faite que, contrairement à l'opinion courante de l'Occidental, le peuple arabe était capable de comprendre et de s'astreindre à une discipline à la fois personnelle et collective, dans l'intérêt de la communauté toute entière. Cela, pour autant bien sûr qu'il soit conseillé et dirigé dans un esprit de bienveillance et d'altruisme véritable. »³⁰

Emblématique de cette vision, le camp expérimental de Jalazone est filmé dans *Les errants de Palestine*, dans un passage où une musique et un commentaire à l'enthousiasme naïf reflètent l'engouement du CICR pour la mise en place de camps aux vertus curatives, parfois envisagés comme des villages-modèles ou de futures cités-jardins. Il fait l'objet d'une kyrielle de photographies qui rendent compte de l'alignement parfait des tentes, de son organisation impeccable, et d'une vie quotidienne réglée et recréée en accord avec ce projet modèle.

CICR
Camp de réfugiés de Jalazone, près
de Ramallah, 1950.



28. On peut voir notamment sur cette question Foucault, M., « L'œil du pouvoir » (entretien avec J-P Barou et M. Perrot), in *Dits et Écrits, Tome 3, 1976-1979*, 1994, p. 190-207.

29. CICR, *Rapport relatif à la création de camp de réfugiés, Ramallah, 17 décembre 1949* / Archives du Comité International de la Croix-Rouge.

30. *Id.*

Contrairement à la Croix-Rouge, les Quakers sont, quant à eux, réticents à s'investir dans le dispositif humanitaire dont ils craignent l'effet isolant. Ils ne sont pas favorables à la création des lieux de l'exception que sont les camps, car ils craignent de stigmatiser les réfugiés. Les camps dont ils s'occupent dans la bande de Gaza sont pour la plupart des lieux existants où la population s'est elle-même momentanément installée. Celui de Nuseirat était en effet une ancienne prison militaire britannique ; celui de Maghazi était constitué d'un mélange de tentes bédouines, de tentes militaires égyptiennes, d'habitations en terre et en pierres, de quelques tentes militaires turques et de bâtiments militaires de l'armée britannique, dans lesquels furent logés par l'IRO³¹ des réfugiés grecs et polonais.

Les « villages-modèles » ou les « centres communautaires » qu'ils envisagent dans un premier temps sont à développer en Israël dans le cadre de réinstallations. Après l'échec du maintien des habitants de la poche de Faluja et à Iraq al-Manshiyya dans le Néguev en mars 1949, suite à des exactions des militaires israéliens dont l'écho fut considérable parmi la population, les possibilités ouvertes par leurs projets de Galilée se restreignent, les habitants craignant eux aussi des mesures répressives. L'action de médiation et de réinstallation des Quakers apparaît dès ce moment là compromise, et ils souhaitent se désengager d'une assistance menée pour elle-même, sans lien immédiat avec la question du retour. Ils considèrent la seule activité de secours comme contribuant à la démoralisation des réfugiés. Cette perception est alors celle de la plupart des réfugiés, comme le montre le témoignage d'O.K., originaire de Saint-Jean d'Acre, cité par un journaliste en visite dans les camps du Liban en 1949 : « L'affaire palestinienne n'est plus une question de libération d'un pays, elle a dégénéré en un problème humiliant : nourrir et abriter les réfugiés »³².

De la « fonction symbolique » et morale du travail à sa fonction économique et politique : 1949-1955

La participation des réfugiés à l'établissement des camps sous les directives des délégués du CICR, et leur appropriation du projet humanitaire, doivent en outre amorcer leur relèvement moral par leur mise au travail. L'activité de réfugiés, perçus comme peu enclins au travail, dans le cadre de l'organisation des camps, est ainsi représentée comme le résultat de la capacité du CICR à réformer la population : celui de la volonté des délégués qui semble s'exercer contre celle des intéressés. Discipline, travail et propreté sont ainsi les mots récurrents du rapport relatif à la création des camps de réfugiés du délégué du Commissariat de la Croix-Rouge, Jean Courvoisier. La distribution de nourriture se fait en échange d'un travail (selon l'adage *il faut gagner son pain*), et l'accès à ce travail n'est permis qu'à des conditions d'organisation, d'ordre et de propreté des tentes et des tenues (*il faut mériter ce travail*) :

« ... sans parler de l'obligation pour les amateurs de travail d'avoir au préalable installé la cuisine indispensable, d'avoir préparé un petit potager, d'avoir construit le bout de passage empierré reliant chaque tente au chemin du 'quartier' ; enfin, de maintenir dans un état irréprochable les abords immédiats de la tente ainsi que le secteur du chemin passant devant cette tente. »³³

31. International Refugee Organisation.

32. « Visite aux camps du Liban Sud », 1949 / Archives de la Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge.

33. CICR, *Rapport relatif à la création de camp de réfugiés, Ramallah, 17 décembre 1949* / Archives du Comité International de la Croix-Rouge.



CICR
Camp de réfugiés, Cisjordanie, 1948



CICR
Camp de réfugiés de Jalazone, près
de Ramallah. Premiers jours de la
création du camp, 1950.

L'idée est d'abord qu'il faut occuper et mettre au travail les réfugiés inactifs afin de « planifier le secours des esprits comme celui des corps »³⁴, à travers le lancement de projets alors nommés les travaux de secours (*Works Relief Projects*). Les photographies de la Ligue sont celles qui documentent le plus ces activités, surtout artisanales (centres de couture, production de savon, de chaussures, ateliers de charpentiers, ferblantiers, menuisiers, etc.) et agricoles, ou centrées sur

34. Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge, *Relief Operation in Behalf of the Palestine Refugees, 1949-1959* / Archives de la Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

l'organisation des camps et sur des activités d'éducation et de loisirs (clubs pour les jeunes hommes, écoles). Dans un premier temps, le travail a ainsi une fonction de relèvement moral, ancrée sur l'image dominante de réfugiés oisifs, et son corollaire attendu : les effets néfastes d'une inactivité prolongée sur les individus, qui peut entraîner la paresse, voire même le mécontentement et la perméabilité à des idées ou à des manifestations de révolte, de subversion, ou de violence. L'accent est mis sur « les valeurs morales et thérapeutiques, et sur l'enseignement et la formation, plus que sur l'emploi d'un grand nombre et sur le volume de production »³⁵. La crainte politique inspirée par des masses inactives est également largement évoquée par les films des années 1960 de l'UNRWA, particulièrement en ce qui concerne la jeunesse de la deuxième génération, et préside au lancement d'un programme éducatif de grande ampleur. Les Palestiniens déracinés par la guerre ne sont pas considérés comme les agents d'une économie et d'une société vivantes, mais comme des marginaux, sans liens, inactifs et pauvres, qu'il s'agit de redresser par le travail, ce dernier revêtant ici une fonction symbolique, ce que Michel Foucault a nommé une « fonction disciplinaire »³⁶.

Une fois établie au niveau des représentations une séparation stricte entre le domaine du secours et celui du politique, la question de l'inactivité et de la mise au travail est le lieu où s'opère paradoxalement dans, un second temps, le glissement entre aide humanitaire et action politique, à travers les Travaux de secours qui deviendront le programme de travaux à petite, puis à grande échelle (*Works Projects*), vecteur de la réintégration des Palestiniens exilés dans les pays alentour. Il s'agit de passer progressivement des secours directs aux travaux de secours, puis aux programmes de travaux à partir du rapport de la Mission Économique d'Étude à la fin de l'année 1949.

Les Quakers sont les premiers à avoir mis en place des projets de travail, dans le cadre du maintien des activités existantes. Ils sont à ce titre particulièrement sollicités par le Département d'État américain, très actif sur ces questions, et par les experts envoyés pour préparer les travaux de la Mission Économique d'Étude. Si le changement du cadre de leur mission les conduit à vouloir se retirer au plus tôt, ils mettent pourtant tardivement en place quelque projets en Jordanie, et certains d'entre eux adoptent les idées de réinstallation à l'extérieur de la Palestine. Delbert Replogle, un des responsables de la mission de Gaza, est coopératif et propose un euphémisme, politiquement plus acceptable, pour nommer la commission qui devra être mise en place pour favoriser la réinstallation³⁷, de même que le transfert des réfugiés de Gaza en Jordanie, où les possibilités de réinstallation par le développement économique sont plus importantes. La correspondance interne à propos du Rapport de la Mission Économique d'Étude montre ainsi le passage discret à une action politique de réinstallation dans les pays d'accueil, sous couvert de neutralité humanitaire, avec l'instauration de l'UNRWA :

« Le mot 'réinstallation' n'est pas employé pour des raisons politiques, mais les projets de travaux mentionnés sont supposés commencer le lent processus d'absorption des réfugiés dans différents pays arabes, à l'exception bien sûr de ceux de la bande de Gaza. »³⁸

35. *Id.*

36. Foucault, M., « L'œil du pouvoir », *op. cit.*, page 204.

37. *United Nations Middle East Economic Survey Administration.*

38. Lettre de Donald Stevenson à Bronson Clark, 04 mars 1950 / Archives de l'*American Friends Service Committee.*

On voit ici, à travers les glissements successifs entre différents concepts (secours, travaux de secours, programmes de travaux) et la grande attention au vocabulaire, le rôle assigné au langage chargé, à travers l'adoption de ce que Pierre Bourdieu a nommé « un langage neutralisé »³⁹, d'établir un consensus sur des pratiques contestées et entre des volontés politiques opposées.

À partir des travaux de la Mission Économique d'Étude dirigée par Gordon Clapp, ancien directeur du projet de développement économique pilote de la Tennessee Valley Authority, est consacré le glissement économique de la question des réfugiés, qui complète la préoccupation humanitaire afin de pallier le *statu quo* des négociations politiques. Les réfugiés deviennent alors une masse de chômeurs qui doit trouver une place dans l'économie régionale, et sont la « manifestation la plus sérieuse des troubles économiques créés par les hostilités entre Arabes et Israéliens »⁴⁰. Le concept de relèvement moral par le travail, initié par la Croix-Rouge, s'affirme : les Travaux de secours doivent être le premier pas pour abandonner le secours direct et aller vers les projets de Travaux. Les travaux à court terme (reboisement, exploitations agricoles, travaux de construction de routes, amélioration des voies ferroviaires...), et à plus long terme à travers le vaste projet agricole de la vallée du Jourdain, doivent s'insérer dans le développement économique des pays hôtes. Il est espéré que ces derniers se chargent des réfugiés directement dans ce cadre, ce qu'ils refusent. Ceci aboutit à la création de l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency*) en avril 1950, pour coordonner la mise en place des travaux en accord avec les pays d'accueil, et permettre la transition entre secours, travail et réinstallation. Son mandat est d'une année, puis de trois ans, la Jordanie, la Syrie, le Liban et l'Égypte devant prendre au plus tard en 1955 la relève de la gestion de la question des réfugiés dans des économies subventionnées et modernisées.

Transformer l'individu dans le cadre d'une « politique morale » 1955-1967

Durant les années 1955-1960, moments des débuts du développement du Département audiovisuel de l'UNRWA⁴¹, l'Office ne tourne pas de films. Le fonds photographique que nous avons pu voir, non précisément daté, ne permet pas une analyse fine d'une période pendant laquelle l'UNRWA redéfinit peu à peu ses orientations, après l'abandon des grands projets de réinstallation collective envisagés dans la vallée du Jourdain et dans le Sinaï. Si la volonté est toujours au désengagement, la situation politique régionale avive les craintes américaines de diffusion du communisme auprès de la population réfugiée : l'hostilité régionale au Pacte de Bagdad au milieu des années 1950, et surtout l'accord d'armement entre l'Égypte de Nasser et la Tchécoslovaquie en septembre 1955, apparaissent comme des signes inquiétants de renversement idéologique. Les opérations des premiers feddayins à partir de la bande de Gaza au même moment, puis la progressive reconstruction du mouvement national et le lancement des actions militaires du Fatah de Yasser Arafat en 1965 depuis la Syrie et la Jordanie, avivent par la suite considérablement ces perceptions.

39. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, 1982/2001, p. 64.

40. Nations Unies, Assemblée Générale, *Palestine. Premier rapport provisoire de la Mission Économique d'Étude pour le Moyen-Orient*, 17 novembre 1949.

41. Le Département audiovisuel se met lentement en place au cours des années 1950. Il s'agit d'abord d'une unité photographique. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1950, et surtout des années 1960, que l'UNRWA développe son département audiovisuel, investit dans la formation de réfugiés à ces métiers et commence à réaliser de nombreux films.

L'UNRWA constitue un vecteur possible de stabilisation et d'endiguement qui motive la pérennisation de son mandat et l'investissement dans de nouveaux programmes. Selon M. Z., chargé des relations publiques de l'Office en Jordanie, l'argument de la stabilité, l'argument idéologique puis celui de l'influence régionale dans le contexte de la guerre froide et même post-guerre froide sont ceux auxquels le gouvernement des États-Unis est le plus sensible pour renouveler ses financements depuis la création de l'UNRWA, dans une perspective similaire à celle du Plan Marshall dans l'Europe de l'après-guerre.

À la recherche de nouveaux modes d'action, l'Office s'investit dans la production audiovisuelle, une fois trouvée une image politiquement consensuelle à diffuser, celle de l'éducation – la réinstallation collective ou l'émigration massive en direction de l'Amérique du Nord, intentées au début des années 1950, ayant précédemment cristallisé les oppositions des réfugiés, des pays d'accueil et des États arabes voisins. À la différence de celles des organismes précédents, les productions audiovisuelles de l'UNRWA font l'objet d'une véritable politique de communication destinée à justifier et pérenniser son action. Elles sont élaborées et diffusées avec une attention accrue et selon un protocole strict. Les opérateurs d'image et le réalisateur interviennent peu dans la conception des films. Ceci explique en partie le peu d'originalité ou de souci de l'écriture cinématographique. Le plus souvent, à cette période, c'est un spécialiste du sujet à traiter qui écrit le scénario. Celui-ci doit être approuvé par le responsable de la branche audiovisuelle qui suit conjointement les différentes étapes de la réalisation du film.

Les programmes éducatifs, au cœur de la nouvelle politique de l'UNRWA dans les années 1960 ⁴², lancent le Département audiovisuel qui multiplie alors les films sur ce thème. L'éducation est en effet un programme qui, outre sa portée en termes de formation d'un peuple, a correspondu à une demande très forte dans la mesure où il ne se posait pas en contradiction par rapport à la volonté du retour : transférable, individuelle et non localisée, elle a constitué un point de convergence entre les volontés opposées et conflictuelles de l'Office (qui y a vu un mode d'intégration à plus long terme), de la population réfugiée et du mouvement national qui se reconstruit à cette même période.

Dans la même perspective que les Travaux de secours, l'éducation répond d'abord au souci d'occuper la nouvelle génération de réfugiés née en exil, nombreuse, oisive, privée d'avenir, et donc potentiellement dangereuse dans le nouveau contexte politique régional, et à celui d'une intégration de la jeunesse dans les économies régionales par l'exportation d'une main-d'œuvre peu qualifiée dans les pays alentour. Au cours de la première période d'investissement dans les programmes éducatifs (1955-1960), il ne s'agit pas de développer un système d'éducation générale de niveau suffisant, ni des formations professionnelles à haut niveau de qualification. En dépit de l'évaluation que fait l'UNRWA des besoins régionaux en main-d'œuvre qualifiée (médecins, ingénieurs, enseignants, etc.), il est surtout question de favoriser des formations courtes et moins coûteuses, celles d'artisans ou d'ouvriers (ferblantiers, cordonniers, électriciens, plombiers, menuisiers, ouvriers du bâtiment, etc.) ⁴³. Dans les films tournés pour certains

42. Le commissaire général John Davis met ainsi en place un plan triennal (1960-63) centré sur l'acquisition de qualifications professionnelles. À partir de 1970, l'éducation devient le premier poste de dépenses de l'UNRWA.

43. Ce n'est en effet qu'en 1960 que l'UNRWA ouvre son premier centre de formation d'instituteurs, puis développe au fil de la décennie son éducation secondaire, ses subventions aux écoles secondaires des pays d'accueil, et son système de bourses d'éducation supérieure.

au tout début des années 1960, ces premières préoccupations s'allient à des représentations qui présentent au contraire les formations de l'UNRWA comme d'une qualité inégalée dans la région et comme pionnières⁴⁴.

Les effets du *wishfull thinking* peuvent donner un tour « tragi-comique » à certains passages, au regard des récits des conditions de logement dans les camps à moment-là, où les réfugiés vivaient parfois à plusieurs familles dans des lieux exigus. Le commentateur décrit les effets sur le moral et le caractère des réfugiés de ces centres de formation d'artisans et d'ouvriers, où ils sont pour la plupart internes, en les comparant à des universités américaines dans lesquelles chaque garçon « apprend la dynamique de la vie avec d'autres gens »⁴⁵. Au cours de ces années 1955-1967, les images des réfugiés se veulent résolument positives : leur inactivité n'est plus essentialisée mais liée à une situation, bien que non explicitée, celle de la vie de réfugiés dans les camps, qu'il s'agit de changer en offrant aux personnes les possibilités de transformer leur existence. Le problème des réfugiés est alors envisagé sous un jour économique et individuel.

Toujours dans *A Journey to Understanding*, le commentaire dépeint une génération de jeunes hommes désireux de travailler mais à qui font défaut la formation et les qualifications techniques recherchées au Moyen-Orient. Aussi, sont-ils représentés comme doués des qualités et de la volonté nécessaires à cette transformation, et comme étant par nature travailleurs : « Les Arabes palestiniens sont connus dans la région pour leur application au travail, leur ordre, et leur ingéniosité »⁴⁶. La nouvelle génération, pour laquelle la pérennisation des secours fut un problème majeur pour l'UNRWA qui s'installait ainsi dans un mandat à plus long terme, est opposée à la première, victime de sa situation et trop âgée pour qu'une action réellement formatrice ait pu être appliquée :

« Si aucune mesure immédiate n'est prise, ces jeunes vont être dans une situation aussi pénible que celle affrontée par leurs pères, non formés et indésirables depuis plus de quinze ans. Leur seul espoir est la formation professionnelle spécialisée. Ces jeunes ne veulent pas rester dépendants de la charité internationale, ils sont impatients de répondre par eux-mêmes à leurs besoins avec leurs propres qualifications, leurs efforts et leurs talents »⁴⁷.

Le lien historique à la terre est évoqué, même s'il l'est avant tout à travers la nécessité de s'en défaire dans un nouveau contexte de développement économique régional, dans lequel l'agriculture ne peut fournir du travail à toute la population – la deuxième génération n'ayant pas, dans les camps, bénéficié du savoir-faire des paysans. Dans ce même film, le Commissaire Général John H. Davis explique la nécessité, pour ces jeunes qui n'ont pas été élevés dans les fermes, d'apprendre des métiers plus techniques, car « il y aura toujours de meilleurs candidats à ces métiers dans cette région ». Dans *Tomorrow Begins Today*⁴⁸, un plan montrant deux jeunes hommes posant sur le sable un problème de géométrie véhicule la même représentation :

« Même s'il n'y avait pas de réfugiés, il y a trop de bras pour travailler trop peu de terre cultivable. Pour avoir un bon métier, un garçon doit avoir une bonne formation. Dans un Moyen-Orient qui se développe rapidement, s'il peut devenir un artisan qualifié, il ne sera plus indésirable partout où il se trouve. »

44. Ce qui n'est pas uniquement une image construite mais correspond à certains aspects de l'action de l'UNRWA, comme nous le verrons par la suite.

45. UNRWA, *A Journey to Understanding*, 1961.

46. *Id.*

47. *Id.*

48. UNRWA, pré-1967.

Ici, le commentaire souligne le déplacement de la question politique des réfugiés sur le plan strictement économique. Le travail agricole, qui était jusque-là au cœur des projets de réinstallation collective juste abandonnés, est brusquement marginalisé par des représentations centrées sur les trajectoires personnelles des jeunes. Ces trajectoires supposent une mobilité géographique et sociale en rupture avec les activités économiques de leurs parents et avec la question d'une implantation territoriale politiquement contestée. La situation politique régionale ayant profondément changé, cette génération nombreuse est, plus encore que la précédente, potentiellement dangereuse. Le commentateur Hugh Downs, qui présente *A Journey to Understanding* comme un voyage familial entrepris à la découverte de la situation des réfugiés arabes, et surtout de l'action de l'UNRWA, fait ainsi du « demi-million d'enfants des réfugiés arabes » les protagonistes du film. Il répète ce chiffre comme une mise en garde, à la fin de son intervention, afin d'encourager le financement de bourses d'études individuelles par le public américain : « Souvenons-nous qu'un demi-million de réfugiés a moins de 18 ans. Si aucune mesure immédiate n'est prise... etc. ». De même, *Tomorrow Begins Today*⁴⁹ s'achève par un long plan qui évoque à demi-mots l'éventualité d'un changement d'attitude inquiétant de la jeunesse, qui peut être évité par l'action éducative de l'UNRWA. La caméra s'arrête ainsi longuement sur tous les visages souriants d'un groupe de jeunes hommes quand le commentaire se demande sur un ton solennel :

« Resteront-ils francs, confiants, chargés d'espoir ? Auront-ils une chance dans la vie ? Ou deviendront-ils comme leurs pères dans les camps, entourés par un monde qu'ils ne peuvent partager, une autre génération perdue ? Telle est la question à résoudre ».

La formation de la jeunesse doit ainsi répondre à deux préoccupations : son intégration dans les pays alentour, et son occupation par des programmes d'activités sportives et récréatives à même d'empêcher une inactivité mauvaise conseillère, qui ne peut que nuire « à leur état d'esprit et à leur moral »⁵⁰. Dans *The Silver Lining*⁵¹, le *Rapport d'étude sur les activités pour la jeunesse oisive dans les camps de réfugiés du Moyen-Orient* présenté par un responsable du YMCA⁵², qui préside à la création des Centres pour les jeunes (*Youth Activities Centres*), concerne ainsi les seuls jeunes hommes, dont l'oisiveté est considérée comme plus « dangereuse ».

La représentation strictement économique de la question des réfugiés dont l'origine est la fonction symbolique et morale attribuée au travail, ou ici à la formation et à l'activité, n'est pas entièrement nouvelle. En revanche, elle s'ancre ici sur l'idée d'une transformation de l'individu. Aussi, les commentaires des films utilisent-ils avec récurrence le masculin singulier, la caméra s'arrête-elle sur des visages, sur quelques personnages. L'un d'entre eux reconstruit une parole individuelle fictive par un procédé factice, selon lequel une jeune fille raconte à la première personne son expérience dans le premier centre de formation pour filles de Ramallah⁵³. Le commissaire général John H. Davis explique clairement cette vision dans le film, *A Journey to Understanding* :

49. UNRWA, pré-1967.

50. UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine*, 1er juillet 1958-30 juin 1959, New York, p. 2.

51. UNRWA, 1964.

52. *Young Men Christian Alliance* (Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens).

53. UNRWA, *Flowers of Ramallah*, 1963.

« Notre préoccupation véritable sont les individus eux-mêmes, peu importe ce qu'ils font dans la vie et où ils vivent. Même pour le garçon qui rêve d'être rapatrié chez lui... (*passage incompréhensible dû à un problème de son*). Il est ici pour avoir une qualification qui lui offre des possibilités. Le Moyen-Orient dans son ensemble a besoin de techniciens de ce type (...). Quelle que soit la perspective que vous adoptez, c'est positif, c'est un plus. »

Ce regard individualisé est pourtant plus lié à un mode de gouvernement de la population qu'à une prise en compte d'individualités ayant une identité sociale et politique, des choix, une histoire et une voix singulières. La caméra approche les personnes par des artifices, des détours, lorsque la seule voix entendue est toujours celle d'une voix off, celle de l'Office, qui parle pour ceux qu'elle représente vis-à-vis du public auquel elle s'adresse. La construction du film *A Journey to Understanding* est emblématique de cette approche filmique, qui ne laisse pas de place à l'expression des personnes concernées par les programmes de l'UNRWA. Au lieu d'interviewer les jeunes hommes filmés dans un des *Vocational Training Centres*, le présentateur Hugh Downs donne son appréciation personnelle des effets de cet apprentissage : « Si vous pouviez leur parler comme je l'ai fait, vous comprendriez en quoi apprendre et étudier ici dans le centre renforce chaque garçon, lui donne confiance... etc. »⁵⁴.

L'approche individuelle de l'UNRWA est à cette période aussi un moyen d'éviter la question politique posée collectivement par un peuple en exil, tout en permettant son relèvement économique et une intégration dans la région et au-delà. Les documents écrits montrent qu'elle est dès le début des années 1950 une alternative aux projets contestés de réinstallation collective, et une possibilité pour l'UNRWA de se désengager de l'assistance. À partir du milieu des années 1950 puis des années 1960, la transformation de l'individu et la promotion de la vie privée à l'échelle d'une unité familiale restreinte permettent d'endiguer des mobilisations collectives qui se politisent, contre les réinstallations et l'amélioration de l'habitat et contre le contrôle des bénéficiaires de l'assistance et les opérations de recensement. Des contestations qui sont relayées par la presse en Jordanie :

« Il est arrivé que certains d'entre eux s'opposent à l'amélioration des abris et cherchent à entraîner les autres dans la même voie, sous prétexte qu'il s'agirait alors d'une réinstallation définitive : mais cette attitude s'est quelque peu modifiée durant l'année écoulée, et maintenant les réfugiés semblent mieux comprendre que vivre dans des logements plus adéquats ne compromet en rien leurs droits politiques, mais répond au contraire à leur intérêt et à celui de leurs enfants. »⁵⁵

L'accent porté sur l'itinéraire personnel et sur la vie familiale devient alors la seule voie politiquement possible afin de favoriser ce que Jacques Donzelot a par ailleurs nommé *l'intégration positive*, c'est-à-dire « le renoncement à la question du droit politique par la recherche privée du bien-être »⁵⁶.

Cette approche individuelle correspond en outre à une technique de rationalisation de l'assistance humanitaire censée permettre un meilleur contrôle des bénéficiaires, une distribution des secours en fonction des besoins de chaque personne, et présentée comme une action morale destinée à protéger les réfugiés

54. *A Journey to Understanding*.

55. UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine*, 1er juillet 1954-30 juin 1955.

56. Jacques Donzelot, *La police des familles*, 1977, p. 90.

contre eux-mêmes : « ...distribuer les secours en fonction des besoins individuels réels plutôt que du principe selon lequel toute personne qui a le statut de réfugié immatriculé a, de ce fait, à la fois droit à l'assistance et besoin de celle-ci... »⁵⁷. Au début des années 1960 il ne s'agit plus seulement de limiter le montant général de l'assistance⁵⁸, mais d'établir des principes moraux qui règlent l'accès à l'assistance, en distinguant les réfugiés de bonne foi (*bona fide refugees*) des réfugiés de mauvaise foi (*non bona fide refugees*). Ce qui est visé est le système d'appropriation collective des cartes de rations, considérées par les familles comme des biens propres inclus dans l'économie domestique, et qui font l'objet de toute une série de transactions marchandes au sein de la communauté. En 1960, le mandat de l'UNRWA s'installe dans la durée. Les États-Unis, qui fournissent près de 70% de son budget, mettent en balance le vote de leur contribution pour que des opérations de recensement soient lancées, en premier lieu en Jordanie où se trouve la majorité des réfugiés, dans le but de faire cesser ces pratiques.

L'étude du système d'enregistrement dépasse le propos de cet article. Il faut pourtant évoquer brièvement la tension entre deux conceptions de l'aide humanitaire cristallisée autour du mode d'enregistrement des réfugiés. D'une part, celle d'un système d'enregistrement qui veut accroître son efficacité administrative tout en évitant la question du droit : la définition du réfugié de Palestine, formalisée en 1961, est centrée sur la notion d'assistance et de besoin, et reste ainsi dans le cadre de ce que Robert Castel a nommé une *politique morale*, qui s'adresse à des groupes en situation de minorité⁵⁹. D'autre part, la conception de la population réfugiée. Celle-ci s'approprie collectivement l'assistance, et sa figure symbolique la carte de rations, en vertu de son droit sur la terre perdue, en résistant à un « regard »⁶⁰ administratif (processus d'enregistrement et de contrôle permanents) qui veut imposer, au nom du don, sa propre norme morale de redistribution, adressée à l'individu puis à une famille restreinte et normalisée.

Dans ce cadre, la représentation du réfugié comme un individu, et surtout d'une manière plus critique comme un individualiste, qui apparaît conjointement dans les documents officiels de l'Office à cette période, et de façon à première vue anodine dans le film *The Silver Lining*⁶¹ à propos d'activités sportives dans le camp d'Akabat Jaber à Jéricho, est chargée d'une intentionnalité et d'effets de pouvoir qui vont au-delà de la simple caractérisation hâtive d'une population. Dans sa correspondance, l'Office reconnaît l'existence d'un « système social traditionnel »⁶² qui règle une partie des échanges de cartes de rations, en contradiction avec la représentation publique véhiculée de réfugiés individualistes n'ayant guère « le sens de la solidarité avec les autres réfugiés »⁶³. Dans les films des années 1960, l'image positive de l'individu est aussi un moyen de contrôler la distribution de l'assistance, et de mettre en place un système d'enregistrement rationalisé et individuel. Ceci échoue car l'UNRWA ne parvient pas, à ce moment là, à proposer aux intéressés l'échange de ce « regard » administratif individualisant contre une définition des réfugiés dans laquelle l'inscription du droit se substituerait à l'impératif moral du don à des nécessiteux.

57. UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine*, 1er juillet 1961-30 juin 1962.

58. Ce qui est déjà fait depuis le début des années 1950 par la fixation d'un nombre de rations à ne pas dépasser (*Ration ceiling*).

59. Castel, R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, 1995.

60. J'emprunte ce mot à Michel Foucault qui parle dans « L'œil du pouvoir » du développement, à partir de la fin du XVIII^e siècle, de techniques de pouvoir individualisantes ancrées sur la surveillance et l'enregistrement continus. Une conception dont il trace la généalogie dans la réforme du système carcéral centré sur le regard théorisé par Jeremy Bentham dans *Le Panoptique*. Cf. Foucault, M., « L'œil du pouvoir », *op. cit.*

61. UNRWA, 1964.

62. Lettre de John Davis au sénateur Fullbright, 24 May 1960 / Archives UNRWA.

63. UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient*, 1er mai 1950-30 juin 1951.

2. Subversion des images et des symboles de l'humanitaire : le droit contre le don

Des images polysémiques, des images - lieux de mémoire

Le discours et les images de l'humanitaire de la première période ont instauré une césure extrêmement marquée entre l'humanitaire et le politique. Pour les personnes ayant initialement trouvé refuge dans les camps et les autres, il s'est agi dès le début de reconstruire un discours collectif sur l'expérience de l'exil, sur ses raisons, et sur l'humiliation ressentie à l'échange contraint de la terre contre la carte de rations. Comme l'a remarqué Marcel Mauss⁶⁴, le don n'est pas – et ce quelle que soit la société considérée – une chose reçue ou donnée mais un rapport social : il est ainsi au service du lien social ou du lien politique. Les représentations des premiers temps ne s'inscrivent pas dans un système possible d'échange ni dans une reconnaissance d'ordre politique ou identitaire de la perte territoriale, même si dans les certains films quelques images ou commentaires annoncent, en filigrane, le changement d'image du problème des réfugiés, remarquable à partir de 1967 et surtout de la seconde moitié des années 1970.

En 1962, la première compétition sportive entre les jeunes des camps des différents pays d'accueil, filmée dans *The Silver Lining*⁶⁵, est dite « palestinienne » pour la première fois. Le drapeau palestinien est porté par les participants, ce qui préfigure le rôle joué par l'humanitaire dans l'affirmation de l'identité nationale. Aussi, les résolutions de l'ONU et la légalité internationale sont-elles pour la première fois mentionnées suite à l'exode de 1967 et à l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza (UNRWA, *Aftermath*, 1967). L'éducation est en outre présentée comme un moyen de mobilité sociale et géographique individuelle, mais aussi comme un outil collectif utile à la reconquête de la terre (UNRWA, *Peace is more than a Dream*, 1973).

La plupart de nos interlocuteurs, qui habitent les camps ou en sont sortis, différencient l'origine du mandat de l'UNRWA, la réinstallation et la volonté de les maintenir hors de la Palestine historique, de son action très positive en faveur de l'éducation à partir des années 1960, puis de la prise en compte progressive de leur identité nationale, et surtout de son rôle fondamental de protection d'un peuple vis-à-vis des pratiques de l'occupant à partir de la première Intifada, et lors de l'Intifada al-Aqsa. En dépit d'un changement sensible de ses pratiques et des images véhiculées, l'UNRWA reste fortement imprégné, par les représentations des premières décennies de l'aide humanitaire, et est d'abord perçu par nombre de nos interlocuteurs selon ce prisme, celui du « péché originel » qui a présidé à sa création.

Dans les films post-1974, les conflits affectant les Palestiniens sont rendus plus visibles (les destructions des camps pendant la guerre du Liban et la première Intifada), les droits des réfugiés et du peuple palestinien sont évoqués, l'identité palestinienne est prise en compte à travers des films centrés sur des personnages ou des portraits de figures palestiniennes⁶⁶ et la documentation exhaustive des traditions culturelles et artisanales, du patrimoine palestinien, en accord avec

64. Mauss, M., « Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in *Sociologie et anthropologie*, 1950/1985, p. 145-279.

65. UNRWA, 1964.

66. Il s'agit de films qui ne nous ont pas été montrés : *The Palestinians*, 1973-74, qui évoque les conditions de vie et la place du mouvement national dans les camps du Liban, *The Palestinians Do Have Rights*, *The Question of the Inalienable Rights of the Palestinian People*, 1979, *Refugee Visiting Abandoned Home in 1948*, 1987; ou d'autres comme *Palestine Refugees*, *Interviews*, 1983-1984 ou encore *Palestinian Portraits*, 1987.

l'image véhiculée par le mouvement national ⁶⁷. Pourtant, certains, tel F. O., ancien caméraman de l'UNRWA, critiquent la répétitivité de ces productions audiovisuelles et leur effet principal – produire un sentiment de compassion perçu comme à la fois insuffisant et humiliant :

« Pendant l'Intifada, beaucoup d'images qui montraient la vie quotidienne ont été tournées et ont été refusées. Le motif était que l'UNRWA est une organisation de charité et n'est pas supposée faire de la propagande, ou avoir un rôle public d'observateur ou de témoin. Selon eux, ceci devait être montré par l'OLP. Nous avions une ligne rouge que nous ne pouvions pas dépasser. C'est pour cela que nos films ne disent pas la vérité sur les Palestiniens. La plupart de ces films parlent toujours de la même chose : on y voit l'exode de 1967, le pont Allenby détruit, les gens qui vont ou quittent les camps de tentes, ou plus tard les camps détruits, les avions israéliens frappant les camps, les tirs ici ou là. Ils prennent les prises de vue modérées et des plans qui disent 'Oh, pauvres Palestiniens, nous sommes désolés pour les Palestiniens, et c'est tout'. Où est notre image ? Ils abîment notre image. L'image des Palestiniens n'est pas celle d'une femme palestinienne mal habillée, devant une tente, portant un enfant ou allant chercher ses rations, elle est celle du combattant qui essaie de recouvrir les droits des Palestiniens. » ⁶⁸

Ces images, pour ceux qui n'ont pas participé à leur élaboration, sont toutefois souvent regardées avec la volonté de trouver une part d'histoire collective, familiale et individuelle, de reconnaître des proches, ou de se souvenir de soi enfant dans les camps de tentes. Le regard n'est pas critique, ces images permettant surtout la remémoration. La question n'est pas de savoir si ces images donnent une représentation historique de la question des réfugiés, en accord avec ce qui a été vécu ou avec l'image d'un peuple, mais de chercher dans les marges d'un discours ou l'angle d'un plan des fragments de mémoire, et de reconstruire ainsi une part d'histoire individuelle et collective. Le film du réalisateur palestinien Subhi Zobeidi, *My Very Private Map of Palestine*, 1999, qui utilise certaines des images historiques de ces films par un montage très serré de plans, utilisés pour servir une narration et une mémoire personnelles, participe de cette volonté et nécessité de reconstruction d'une part de l'histoire de l'exil, à partir des sources majeures que sont les documents et images de l'humanitaire.

Par la suite, l'omniprésence du système humanitaire, de son rôle, de son action présentée sous un jour très valorisant pour l'Office, du don humanitaire et de son corollaire, l'absence des réfugiés en tant que sujets pris dans des stratégies multiples, est contestée par nos interlocuteurs :

« L'UNRWA montre qu'elle a tout fait pour nous, mais la plupart des familles ne pouvait pas vivre avec les rations, cela ne suffisait pas. Il n'y avait presque pas d'eau, et ma mère attendait parfois toute la nuit pour remplir un jerrican. Il y avait seulement cinq rues avec des robinets et la pression était très faible. Dans les écoles, les vitres étaient cassées, il pleuvait à l'intérieur. Et notre camp (*celui de Jabal Hussein*) était très bien, alors qu'est-ce que cela devait être à Baq'a. L'UNRWA a fait, a fait... non, ce n'est pas cela, ils ont fait, ils ont donné mais ils nous ont donné le surplus, ce dont ils ne voulaient pas. » ⁶⁹

67. On peut citer *Culture/Heritage*, 1990 ou *Palestinian Embroidery*, 1990. Sur la question de la construction de symboles culturels nationaux palestiniens, voir l'article d'Irene Maffi dans cet ouvrage, « Collecting Palestine ».

68. Entretien, Amman, 10 janvier 2001.

69. Izdihar Suleiman, camp de Jabal Hussein, Amman, 10 novembre 2000.

Certains refusent les représentations construites par l'humanitaire, comme par exemple l'individualisme supposé des réfugiés, ou les interprètent en fonction de considérations politiques telle la volonté d'abîmer la réputation des Palestiniens pour justifier l'expulsion de la terre ou les contraindre à partager avec l'État israélien une terre qui leur appartenait. Toutefois, le principal point de tension autour de la réception des images, du dispositif humanitaire et de ses symboles (le camp, la carte de rations devenue carte d'enregistrement), est celui de la justification morale à laquelle est opposée celle du droit. Au fil des années, le système humanitaire a été investi d'un rôle symbolique puis *de facto* juridique lorsqu'est modifiée la définition du réfugié de Palestine en 1993, de représentant du droit sur la terre perdue. Il a signifié cette perte et la reconnaissance internationale de celle-ci. Il s'est donc agi de contester la séparation de l'humanitaire et du politique, et de faire de la « dépendance » humanitaire, au-delà d'un sentiment d'humiliation, un lien politique.

Pour d'autres interlocuteurs, le système humanitaire est en marge du discours, car son action est perçue comme limitée ou inexistante au regard des multiples stratégies sociales qu'ont nécessitées ces années d'exil. Il reste pourtant central quand il contesté, approprié ou transformé dans des trajectoires personnelles ou collectives. Les réfugiés perçoivent différemment l'exception humanitaire, ses symboles et ses images, selon leur génération, en fonction des parcours individuels et familiaux depuis l'exil, des mobilités sociales ascendantes ou descendantes, de leur mobilité géographique et de leur départ éventuel des camps, et dans une moindre mesure selon leur rôle ou position politiques.

Contestation du don humanitaire :

le don est un échange contraint, inégal et aliénant

Que l'aide humanitaire – et son rôle dans la vie quotidienne des réfugiés dans les premiers temps – soient reconnue ou niée, elle est avant tout perçue dans le cadre d'un échange symbolique et politique, celui de la carte de rations contre la terre perdue. Oum Jamal raconte ainsi la distribution des denrées alimentaires dans les premières années :

« Eux, ils étaient contents avec la nourriture qu'ils nous donnaient mais nous non. S'ils nous donnent tout, nous ne serons pas contents, s'ils nous donnent le morceau de terre où nous vivions, nous serons satisfaits. Nous ne voulons pas qu'ils nous nourrissent... Qu'ils nous ramènent chez nous ! Nous, nous mangions de notre terre. À la place de notre terre, ils nous ont donné des choses à manger, ils nous ont nourri à sa place, mais ils ne nous ont rien donné gratuitement. »⁷⁰

Ce qui fonde le don humanitaire – sa gratuité, son désintéressement – est d'autant plus contesté que cet échange est représenté à la fois comme inégal, contraint, et qu'il a aussi impliqué pour la première génération qui a quitté la terre, surtout pour les hommes qui se devaient de la défendre, une perception très profonde de déshonneur et de perte de dignité. Les récits sur l'exil de 1948 évoquent ainsi la préservation de l'honneur des femmes comme une des raisons principales des départs. Ceci tient tout autant aux exactions militaires perpétrées, aux pratiques israéliennes de guerre psychologique, qu'à la reconstruction de la mémoire de l'exode destinée à amoindrir ce sentiment d'honneur et de dignité perdus.

70. Entretien, camp de Jabal Hussein, 03 septembre 2000.

Dans ce même récit, Oum Jamal évoque métaphoriquement la dépendance humiliante créée vis-à-vis du système humanitaire par cet échange inégal. Quand elle était enfant, un des vieux du village avait eu la prescience de ce qui allait arriver : « Depuis, je pense tout le temps à cette histoire qu'il nous avait racontée, il avait dit vrai. Je me souviens qu'il disait 'Vous courrez derrière un numéro et un morceau de papier (*la carte de rations*) pour manger' »⁷². La dépendance vis-à-vis des rations est représentée dans le récit de Fayez Ahmed, ancien employé de l'UNRWA, comme imposée. Le don a aussi été un moyen de contrôler une population – par son assignation dans des lieux précis, les camps, et par son recensement – auquel les réfugiés se devaient de se conformer :

« Au début, les Palestiniens voulaient rentrer pour se battre, se sacrifier, mais l'UNRWA les a fait dépendre des rations. Moi, par exemple, j'étais au Liban, et je ne pouvais pas aller dire 'je ne veux pas recevoir les rations', car le personnel de l'UNRWA allait voir l'administration libanaise pour dire 'ce monsieur n'est pas inoffensif, il refuse de prendre la carte de rations et cela contribue à ce que d'autres la refusent également, il provoque des émeutes, c'est un fauteur de troubles', et les Libanais nous mettaient en prison. En supposant que nous ne les ayons pas voulues, nous devions les prendre et nous taire. L'administration libanaise nous disait 'ne faites rien contre l'UNRWA et contre son personnel. Ils sont un gouvernement pour les Palestiniens à l'intérieur du territoire libanais', et c'était comme cela partout. Nous avons été dans cette situation jusqu'à ce qu'Arafat commence ses opérations militaires, en 1965. »⁷³

De nombreux témoignages expriment l'ambiguïté de l'assistance humanitaire qui, tel le don, est à la fois bienfait et poison⁷⁴ :

« L'UNRWA a été très utile pour nourrir les Palestiniens mais d'un autre côté, cela a tué la cause palestinienne. Si elle n'avait pas été là, tout le monde aurait dû faire quelque chose, se battre, se serait demandé : où sont mes droits ? Pourquoi suis-je loin, hors de mon pays ? »⁷⁵

D'autres l'investissent d'une fonctionnalité et d'un effet politiques, parfois directement liés aux intérêts du nouvel État d'Israël. L'UNRWA est alors perçue comme ayant à dessein infléchi les revendications des Palestiniens en leur donnant un minimum de nourriture, comme ayant maintenu un peuple dans le silence : « Ils nous ont fait taire avec leurs rations. Sans cela, on serait rentrés car on n'aurait pas eu le choix. Ils nous ont même donné la nationalité jordanienne pour pas que nous rentrions »⁷⁶, critique Lubna Nabil du camp de Souf ; ou comme le raconte Adnan Issa, « L'UNRWA a été comme une piqure de morphine pour nous faire oublier la patrie, elle n'a rien soigné. Sans elle, la révolution aurait eu lieu tout de suite et aurait été plus importante »⁷⁷. « D'une main », dit encore Sahar Suleiman « ils ont pris le pays, et de l'autre, ils nous ont donné à manger pour que nous restions dehors »⁷⁸.

Perçue dans le cadre d'un échange terre-rations, l'assistance alimentaire des premiers temps est, dans la plupart des témoignages, critiquée pour son insuffisance et son manque de qualité :

72. *Id.*

73. Amman, 02 janvier 2001.

74. Dans l'article déjà cité, Marcel Mauss remarque que dans les langues germaniques, l'étymologie du mot renvoie à cette ambivalence.

75. Entretien avec Fayez Ahmed, Amman, 02 janvier 2001.

76. Camp de Souf, Jérash, 03 décembre 2000.

77. Camp de Souf, Jérash, 10 décembre 2000.

78. Camp de Jabal Hussein, Amman, 01 janvier 2001.

« Moi, j'étais veuve au moment de l'exode... » dit Oum Khalil, « ...je me suis débrouillée toute seule avec les enfants, je travaillais de 7 heures du matin à 7 heures du soir, je faisais des lessives et du ménage pour les gens, et je ramenaï le dîner, eux m'attendaient dans la tente. Ce que nous donnait l'UNRWA ne suffisait pas. Les lentilles et le riz n'étaient pas bons, on ne pouvait pas les manger, on les donnait aux animaux. » ⁷⁹

En outre, tous n'ont pas bénéficié également de l'assistance humanitaire ou de l'habitat dans les camps ; les trajectoires de l'exil sont multiples et ceux qui y vivent aujourd'hui ont souvent acheté leur unité d'habitation à d'autres qui quittaient les camps. Les constructions en dur sont le plus souvent le fait des habitants, les tentes ayant seulement été remplacées par des pièces de 3 mètres sur 3 en préfabriqué (nommées *zinc*) dans lesquelles ceux qui n'avaient pas la possibilité économique de construire sont restés pendant des années. Le regard sur l'assistance est ainsi déterminé par la capacité à la transformer, à l'utiliser comme un des éléments de l'économie domestique, par les ressources économiques, sociales et familiales dont les réfugiés ont disposé et par leur mobilité sociale.

Pour Oum Khalil, qui a passé quatre années dans la tente, puis trente ans dans une pièce en *zinc* jusqu'à ce que son fils travaille et puisse construire une maison dans le camp de Jabal Hussein, et qui a élevé seule ses deux enfants, l'aide humanitaire est inexistante : « Ils ne nous ont rien donné. Ils ont mis des vieux dans la tente, et certains sont morts à cause de la pluie et de la neige » ⁸⁰. Les difficultés quotidiennes de la vie du camp sans soutien familial et l'impossibilité d'avoir une mobilité sociale ascendante contribuent à cette négation de l'action humanitaire. Pour elle comme pour ses enfants, qui n'ont pas tiré parti du système scolaire de l'UNRWA car ils ont dû participer très jeunes à la vie économique de la famille, il est important – pour réparer symboliquement la perte et les conditions quotidiennes de l'exil et pour valoriser leur trajectoire – de se situer en dehors d'un système qui tend, par l'idée de dépendance, à marginaliser les stratégies et les actions individuelles et collectives des réfugiés. Lorsque l'échange fut trop inégal, la négation du don humanitaire est la seule manière de se donner une place dans sa propre existence. Ainsi, quand une voisine demanda à Oum Khalil si l'UNRWA n'avait pas au moins favorisé l'éducation des réfugiés, elle lui répondit avec véhémence : « non, non, ce n'est pas l'UNRWA, ce sont eux, eux tout seuls qui ont appris » ⁸¹.

Le don est la reconnaissance d'une responsabilité internationale et un droit : l'occupation de l'assistance humanitaire

Si l'action de l'UNRWA est parfois contestée et son rôle dans la vie quotidienne des réfugiés relativisé ou nié, sa présence a été dès le début des années 1950 un moyen de réinscrire collectivement, aux yeux de la communauté internationale, le droit refusé sur la terre perdue. L'échange terre-carte de rations a chargé cette dernière de la plus haute valeur symbolique, puis d'une valeur juridique. Dans les années 1950, ce dicton circulait : « Nous n'avons que Dieu et

79. Camp de Jabal Hussein, Amman, 05 janvier 2001.

80. *Id.*

81. *Id.*

la carte de rations »⁸². Les symboles les plus marquants de l'humanitaire, la carte de rations et les unités d'habitations initialement allouées à chaque famille dans les camps, ont été appropriés comme des biens faisant partie intégrante de l'économie des familles, et à ce titre, ils ont fait l'objet de transactions commerciales ou d'échanges au niveau communautaire.

Comme l'a montré l'étude de Randa Farah⁸³, depuis la mobilisation nationale en Jordanie à la fin des années 1960, l'espace du camp est devenu un territoire national palestinien. Il est une expérience qui fut exemplaire, érigée en symbole, mais qui n'est pas largement partagée : nombre de réfugiés n'ont jamais vécu dans les camps et beaucoup en sont sortis⁸⁴. En outre, les camps ont aussi signifié, dans les années 1950 et le début des années 1960, du fait de leur inscription territoriale dans les pays d'accueil, de leur transformation par la construction de logements durables, puis par l'inclusion de certains dans le tissu urbain, une forme d'intégration, ou du moins la suspicion de celle-ci. Leur appropriation par les réfugiés a été souhaitée par la Croix-Rouge puis l'UNRWA, à l'inverse des pays d'accueil.

En revanche, la carte de rations est le lieu de tension majeur où se sont opposées d'un côté la volonté de contrôle de l'assistance dans le cadre d'une politique morale, et de l'autre des résistances visant à conserver l'aide humanitaire, et surtout à permettre une appropriation collective de cette aide en vertu du droit sur la terre perdue. Au-delà de l'humiliation et une fois établie une certaine dépendance, une des stratégies collectives des réfugiés fut l'occupation du système humanitaire, qui a favorisé l'augmentation de l'engagement financier par le maintien de la distribution générale de rations jusqu'en 1982, et le développement de programmes qui, au fil du temps, ont constitué l'UNRWA comme une véritable administration des réfugiés dotée de trois ministères (Éducation, Santé, Services Sociaux). Lieu de passage, lieu provisoire, le système humanitaire a été d'une certaine manière contraint par les résistances des réfugiés à s'inscrire dans le permanent, à représenter la perte de la terre et à donner une existence et une légalité internationale à un statut de réfugié, au départ pensé comme uniquement lié à l'urgence et au besoin.

Jusqu'en 1967 en Jordanie, les cartes de rations font l'objet de transactions multiples qui permettent aussi d'utiliser au mieux des denrées qui ne sont pas toujours adaptées aux besoins des familles. Elles sont vendues ou le plus souvent cédées temporairement à des marchands, à des notables, contre des biens ou des services, elles constituent des garanties pour des prêts, une monnaie d'échange dans le cadre d'une redistribution sociale communautaire. Dans certains endroits du Royaume, 40% des cartes sont alors aux mains de marchands. Elles font l'objet de transactions officielles, légalisées par des actes notariés et des recours devant les tribunaux lors de conflits, transactions contre lesquelles l'UNRWA demande au gouvernement jordanien d'intervenir. Aussi, les réfugiés conservent-ils les cartes de membres de la famille décédés ou ayant quitté les zones d'opération ; ils s'enregistrent également en plusieurs lieux. Après 1967, ce système économique est contrôlé, le gouvernement jordanien – auprès duquel sont enregistrés les déplacés de 1967, non pris en charge par l'UNRWA – ayant alors intérêt à rationaliser la chose.

82. Relevé par Randa Farah dans « Paradoxical and Overlapping Voices: the Refugee-UNRWA Relationship and Palestinian Identity in Jordan », texte de la communication présentée au Symposium du Cermoc-Amman, *The Palestinian Refugees and UNRWA in Jordan, the West Bank and Gaza, 1949-1999*, 31 août-02 septembre 1999. Elle note également que dans les années 1960, un dicton contraire se diffusait : « Mettez le feu aux tentes et aux cartes de rations ». D'après les témoignages que nous avons recueillis, il semble que cette dernière perception de la carte de rations fut marginale et très marquée historiquement et politiquement : elle correspond à une volonté de mobilisation du mouvement national et de rupture avec ce qui a été nommé par certains auteurs palestiniens les « années de réfugiés ». Ce que tendent à confirmer les analyses de Jalal Al-Husseini dans l'article de cet ouvrage, sur le rapport de l'OLP à l'UNRWA au début des années 1960, et les attaques de l'organisation palestinienne contre l'UNRWA destinées en partie à inscrire son influence auprès des réfugiés.

83. Farah, R.R., *Popular Memory and Reconstructions of Palestinian Identity. Al-Baq'a Refugee Camp, Jordan*, Ph. D., 1999.

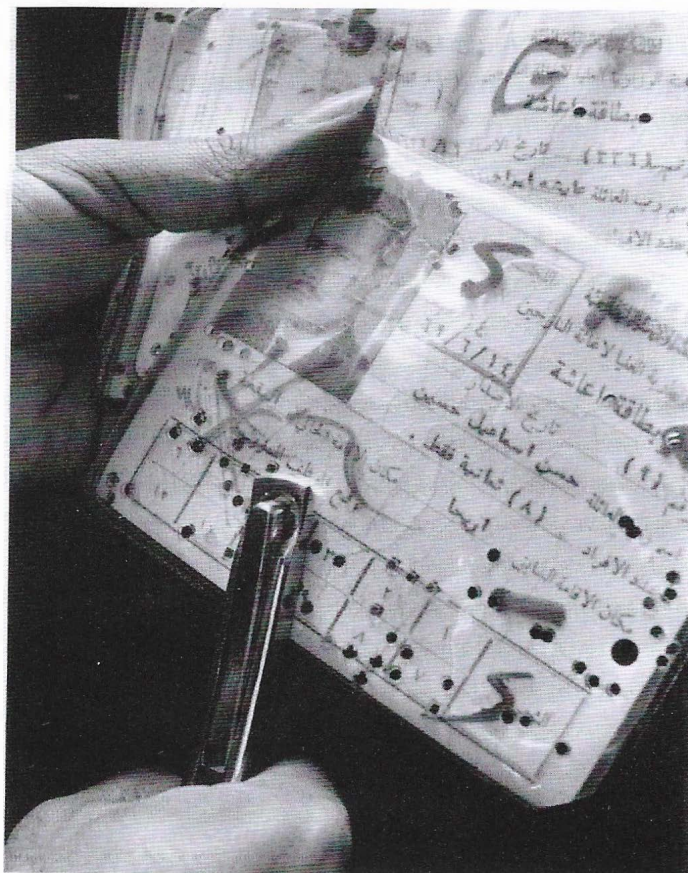
84. Par rapport au nombre de réfugiés enregistrés dans toutes les zones d'opération, 30% habitent aujourd'hui les camps. Ce pourcentage n'a jamais dépassé 40% au cours du demi-siècle d'exil.

Les réfugiés ont constamment refusé la normalisation de l'enregistrement – par un enregistrement individuel ou par un enregistrement familial limité à la famille conjugale – si elle ne s'accompagnait pas d'une reconnaissance juridique. L'UNRWA a développé un système de contrôle permanent et de criminalisation des pratiques des réfugiés. Oum Khalil se souvient qu'ils « venaient perpétuellement nous compter, tous les vendredis (*l'équivalent du dimanche*). Ils entraient dans les tentes, demandaient, c'est votre tente, combien êtes-vous ? »⁸⁵. Ces vérifications se sont heurtées à des résistances collectives à l'identification individuelle ou à celle des chefs de familles conjugales, qui ont menacé la sécurité du Royaume : manifestations, refus de laisser entrer les inspecteurs, émeutes, campagnes de presse contre l'Office, appel aux gouvernants et par la suite à l'OLP, etc.

Ainsi, en 1961, moment de la première formalisation de la définition du réfugié de Palestine – comme en 1982 lorsque l'UNRWA voudra mettre un terme à la distribution générale de rations – est avancée l'idée d'échanger la rationalisation du système contre une reconnaissance juridique par l'octroi de cartes d'identité de réfugiés ou de l'UNRWA. Ces tentatives, politiquement contestées au niveau international, échouent. Cet échange n'est possible qu'en 1993, au moment des négociations de paix qui président aux Accords d'Oslo. Le système d'enregistrement s'adresse alors à une famille conjugale circonscrite et contrôlée dont les membres sont dûment identifiés. En retour, les deux clauses qui inscrivaient la définition dans un cadre *social-assistancial*⁸⁶ – être dans le besoin et avoir trouvé refuge dans une des zones d'opération où l'UNRWA est opérationnel – sont abandonnées.

85. Camp de Jabal Hussein, Amman, 05 janvier 2001.

86. Robert Castel, *op. cit.*



Carte de rations, camp de Baq'a, Jordanie, juin 1969.

Tout au long de l'exil, la carte de rations, devenue carte d'enregistrement, a constitué un bien matériel et symbolique que les réfugiés se sont collectivement appropriés et auquel ils ont attribué un sens politique. Un sens politique qu'ils ont fait reconnaître par la qualité juridique que la carte revêt aujourd'hui et qui s'est traduite par l'enregistrement massif de nouveaux réfugiés jusque-là exclus de la définition, soucieux de faire valoir leur droit au retour ou à la compensation⁸⁷, le cas échéant. La carte de rations est précieusement conservée, même par ceux qui ne reçoivent aucune aide de l'UNRWA. Elle a fait et est toujours l'objet de toute une série de discours ou de représentations, d'histoires, imaginées ou réelles, et parfois de légendes. Symbolique de la valeur qui lui est accordée et surtout de son rôle politique est cette histoire, rapportée par des réfugiés habitant dans la vallée du Jourdain : des « étrangers », peut-être des Israéliens, seraient venus au moment des Accords d'Oslo proposer, dans l'ancien camp d'al-Karameh et dans celui de Schneller, de racheter les cartes d'enregistrement pour une somme équivalant à plus de 10 000 francs par carte, ce que la plupart des gens auraient refusé.

Le lien et la responsabilité politique dont a été investi le système humanitaire sont montrés par la trajectoire de Fayez Ahmed. Il échange au milieu des années 1960 sa carte de rations contre un emploi durable de « fonctionnaire » au sein de l'administration des réfugiés. Ici, travailler pour l'UNRWA assure une garantie économique en raison de la stabilité de ces emplois, de leurs salaires plus avantageux et des droits sociaux qu'ils confèrent, et le maintien d'une protection politique et juridique internationale. Les réfugiés ayant un emploi, et souvent leur famille, perdaient leurs droits aux rations mais restaient enregistrés comme réfugiés. L'attachement politique à la carte de rations, lié à l'ambiguïté du statut de rationnaire et de l'enregistrement – la confusion entretenue pendant de longues années entre droit au secours et statut de réfugié – de même que l'incertitude sur son évolution, déterminent ici pour une part le choix de rester à l'intérieur du système humanitaire :

« Après le baccalauréat, je travaillais à Beyrouth chez un joaillier. J'ai reçu une lettre comme quoi je ne recevrais plus de rations car j'avais un revenu. Je ne sais pas comment ils l'ont su. Je me suis dit 'je dois aller travailler à l'UNRWA, dans n'importe quel emploi, c'est plus sûr et je ne veux pas de carte de rations si je suis employé'. C'était bien aussi parce que le gouvernement libanais n'avait rien à voir avec l'UNRWA et ne pouvait rien faire contre vous. »⁸⁸

L'assistance humanitaire a été occupée par les réfugiés en l'absence de la terre, et le don renouvelé a ainsi signifié le droit et la responsabilité internationale vis-à-vis des réfugiés :

« En travaillant pour les Nations Unies (UNRWA), j'ai rencontré beaucoup d'étrangers, beaucoup de Suédois notamment qui disaient 'Nous avons beaucoup payé pour aider les Palestiniens (par des donations de leur gouvernement à l'Office), nous ne voulons pas payer plus. Je leur disais 'Vous avez payé, et vous devez payer, payer et payer tant que les Palestiniens resteront des réfugiés car votre État a accepté la création de l'État d'Israël et du problème palestinien. Le problème a été créé par les Nations Unies et vous devez les soutenir jusqu'à ce que ce problème trouve une solution'. Certains s'énervaient, mais je leur disais 'C'est l'histoire, c'est un fait'. »⁸⁹

87. En vertu de la résolution 194(III) de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptée en décembre 1948.

88. Amman, 02 janvier 2001.

89. *Id.*

L'exception humanitaire comme symbole identitaire et national, et comme opportunité

L'exception humanitaire a signifié la responsabilité de la communauté internationale vis-à-vis des réfugiés. Elle a été appropriée collectivement par les réfugiés et par le discours national qui a fait des camps et de leurs habitants, sollicités pour participer à la lutte armée au moment de la mobilisation nationale en Jordanie (1968-1971), l'avant-garde de la nation. Le rôle identitaire et politique des camps a été montré par l'étude de Randa Farah sur le camp de Baq'a :

« Avec l'émergence du mouvement national palestinien au milieu des années 60, la mémoire populaire (des villages et de la vie rurale) et le nationalisme palestinien se sont imbriqués. À partir de là, les camps sont devenus des symboles de la nation palestinienne, qui a continué à signifier pour les réfugiés 'la terre' ; ainsi, la nation est représentée comme existant dans les frontières du camp, alors qu' 'à l'extérieur' se trouvent les Jordaniens. » ⁹⁰

Exemplaire de cette dimension collective de l'expérience du camp ou de l'assistance humanitaire est le témoignage de Leïla Khaled, figure emblématique du FPLP⁹¹, qui l'inscrit dans sa trajectoire personnelle bien qu'elle ait vécu en marge du système humanitaire, loin des camps, des écoles de l'UNRWA et des contingences de la gestion quotidienne de l'assistance humanitaire :

« Étant enfant, en tant que réfugiée, je me suis toujours sentie humiliée. Parmi d'autres enfants, pourquoi devons-nous faire de longues queues pour collecter l'aide ? Mes parents me répondaient 'parce que nous sommes Palestiniens'. D'un côté, l'UNRWA a distribué de l'aide aux Palestiniens, de l'autre sa présence nous a toujours fait penser 'Quand allons-nous rentrer ?' En tant qu'être humain, ma réponse au fait d'être traitée comme une réfugiée qui a besoin d'aide et non de soutien politique a été l'engagement politique. L'UNRWA a soulevé en moi ce sentiment 'Comment prouver que je suis un être humain parmi d'autres qui mérite une vie, avec toutes les possibilités de vivre avec dignité dans ma patrie ?' C'est pour cette raison que l'idée du retour dans notre patrie a été gardée d'une génération à l'autre. Le droit au retour est un point essentiel pour les Palestiniens, et ils y tiennent, c'est ce qu'ils veulent pour résoudre le problème de la vie dans les camps depuis cinquante ans. » ⁹²

Ici, l'exception est investie d'une fonctionnalité politique et son discours fait peu de cas de la mobilité sociale et géographique des réfugiés, ou de l'évolution urbaine des camps qui, dans la plupart des cas, a profondément modifié leur identité sociale : ce qui importe est la représentation politique, l'image publique qu'ils véhiculent. Pour certains de nos interlocuteurs, l'attachement au camp revêt une même fonction de représentation qui n'est pas liée au fait ou non d'y vivre : le camp et l'UNRWA signifient « que nous avons futur » ⁹³, que la Palestine existe encore « car si l'UNRWA part, cela veut dire qu'il n'y a plus rien qui s'appelle Palestine. L'UNRWA est pour les Palestiniens, elle représente le fait que le peuple palestinien existe et est exilé. Sans elle, cela veut dire que la Jordanie est notre patrie de remplacement » ⁹⁴ (*al-watan al-badil*) » ⁹⁵.

Le camp est une figure métonymique de la terre, il signifie une origine, des racines. Pour Aïda Samer qui vit dans la vallée du Jourdain, c'est cette dimension identitaire et le sentiment d'avoir un lieu à soi où elle se sent protégée par les liens

90. Farah, R.R., *Popular Memory and Reconstructions of Palestinian Identity. Al-Baq'a Refugee Camp, Jordan*, op. cit., p. 288.

91. Front Populaire de Libération de la Palestine.

92. Amman, 12 décembre 2000.

93. Leïla Fawaz, Camp de Souf, Jérash, 15 Novembre 2000.

94. La quasi-totalité des réfugiés de Jordanie ont en effet la nationalité jordanienne.

95. Samar Khalil, Camp de Souf, Jérash, 15 novembre 2000.

sociaux et par une appartenance commune qui prime, bien qu'elle ne croit pas à la possibilité d'un retour :

« Moi, j'aime le nom camp. Quand je vais rendre visite à des gens de la famille ou des amis qui y vivent, je m'y sens bien. Ici, dans la vallée, il n'y a que des Jordaniens, et beaucoup de 'Abadi et de Adwan (*patronymes de grandes familles jordaniennes. Les premiers sont connus pour leur nationalisme transjordanien qui exclut les Palestiniens*) qui ne nous aiment pas, nous les Palestiniens »⁹⁶.

Si pour les réfugiés de la première génération, le camp représente la Palestine et le maintien ou la reconstruction d'une identité et de liens sociaux pré-exil, pour ceux de la seconde, il est un lieu qui a créé une identité singulière, celle de fils ou fille du camp (*ibn, bint el moukhayam* ou *moukhayami*), différente selon les camps. Pour Mahmoud Daoud, devenu un grand commerçant après avoir travaillé de nombreuses années en Arabie Saoudite, dont le parcours sociale est ascendant, le camp de Jalazone où il a grandi et le système humanitaire sont perçus très positivement, en termes de ressources culturelles, sociales et économiques et même d'avant-garde. C'est en effet grâce au système éducatif de l'UNRWA qu'il émigre en Arabie.

Dans son témoignage, le camp expérimental de Jalazone installé par la Croix-Rouge (*voir les photographies plus haut*) est remémoré comme un lieu idéal nommé par les réfugiés « le camp vert (*moukhayam al-akhdar*) » pour sa végétation : il décrit un habitat peu dense où chacun avait son potager et beaucoup, leur source d'eau ; le nombre restreint d'habitants qui sont pour la plupart restés dans le camp depuis 1949, ce qui a participé de l'identité particulière du camp et a favorisé une bonne gestion communautaire ; l'existence d'un restaurant où les enfants prenaient leur repas les jours d'école, d'infrastructures sportives et de terrains de jeu, d'un club pour les jeunes qui disposait d'une librairie où il trouvait tous les Prix Nobel traduits en arabe, et où il a vu son premier film de cinéma. Pour lui, comme pour Fayez Ahmed qui a fait une carrière au sein de l'Office, l'aide humanitaire a aussi signifié pendant un temps (fin des années 1960-1980) l'accès à des ressources, à des infrastructures récréatives et de santé de proximité qui n'existaient pas alors dans les pays d'accueil.

L'identité créée par le camp est liée au lieu exceptionnel qu'il raconte, à un sentiment communautaire et d'égalité sociale entre ses habitants, à la mobilité sociale ascendante de la plupart d'entre eux à partir de la seconde génération, et au mélange permis entre les traditions et les façons de vivre des différents villages :

« Jusqu'aujourd'hui (*il a quitté le camp en 1966*), nous disons 'Je suis de Jalazone'. Tous ceux avec qui j'étais en niveau intermédiaire, tous sont des diplômés d'université, et trois ont des doctorats. Quand nous nous rencontrons, nous parlons comme des gens éduqués. Nous étions tous pareils, nous venions tous de rien, comme une équipe, pas comme un groupe de gens de villages différents. Moi, par exemple, je n'ai pas l'accent de Dawaimah (le village d'origine de ses parents), j'ai un accent particulier lié à Jalazone. C'est pareil pour la façon de penser. Nous sommes devenus plus ouverts à Jalazone, nous sommes modérés, modernes, nous ne sommes pas stricts (*en ce qui concerne les règles sociales et notamment les rapports hommes/femmes*). Il y avait des villages stricts et d'autres non. Par exemple, à Jalazone, je pouvais parler à n'importe quelle fille dans la rue car tout le monde se connaissait et savait qui est le fils de qui. »⁹⁷

96. Vallée du Jourdain, avril 2002.

97. Amman, 21 décembre 2000.

L'exception comme stigma

Le camp incarne le lien à la nation, à la terre, et construit également une identité, une origine qui se substitue à celle de la première génération de réfugiés. En ce sens, il est très valorisé soit par un discours de type politique soit par un discours identitaire. Toutefois, ces discours sont souvent liés à la génération des interlocuteurs, la première génération d'exilés ou celle de l'engagement militant, ou à leur mobilité sociale ascendante qui permet une identification positive a posteriori. Ils évoquent le plus souvent l'image du camp, ce qu'il représente. Ce sont des discours publics qui s'opposent à d'autres tissés par les pratiques sociales du camp, par les échanges sociaux entre les camps et l'extérieur, par le *turnover* des habitants, par l'inclusion des camps les plus urbains dans la ville et dans ses dynamiques commerciales et professionnelles et par l'arrivée d'autres migrants. En outre, les camps sont aujourd'hui souvent perçus par les Jordaniens, ou par les Palestiniens qui n'ont pas de liens avec ce monde, comme des lieux de pauvreté ou des lieux dangereux faits de criminalité, de déviance sociale, de potentielle rébellion ou de subversion politique, qui cristallisent les peurs et les légendes les plus diverses – singulièrement lors de moments de tension politique ou sociale au sein du pays.

Ces perceptions renvoient aux camps et à leurs habitants une autre image, celle de gens déterminés socialement par le lieu dans lequel ils vivent, un lieu de passage, qui exclut de ce qui confère identité et honneur social en Jordanie (la famille, le lieu d'origine ou de vie ou/et la minorité) et permet un dialogue social immédiat. Les gens des camps sont alors paradoxalement perçus comme des gens sans racines, sans origine (*bidoun asl*), donc sans honneur, ce qui conditionne les rapports sociaux individuels ou familiaux. Ces images renvoient aussi leurs habitants à tout ce qui a constitué la spécificité de la vie dans les camps ou de la condition de réfugié, et à certaines pratiques stigmatisantes de l'humanitaire, telles la désinfection des habitations et dans les premiers temps des gens au DDT, la vaporisation hebdomadaire anti-poux dans les seules écoles de l'UNRWA, les longues attentes des rations par les femmes par tous les temps, le lait en poudre au goût détestable distribué chaque matin dans les écoles, etc. Certains, comme Mahmoud Daoud, établissent une distance en racontant avec humour les contingences du don humanitaire :

« Chaque année, les enfants attendaient la distribution des dons de vêtements qui nous arrivaient du monde entier. Une fois, j'avais besoin de chaussures, je n'ai pas trouvé ma pointure et j'ai dû les porter coupées au talon. En fait, nous recevions énormément de cravates, nous en avions de toutes les couleurs et nous aurions pu en changer tous les jours. Oui, les cravates ne sont pas chères et faciles à jeter dans ces trucs de dons, alors nous en avions beaucoup. »⁹⁸

Pour d'autres, particulièrement pour les jeunes femmes qui souhaitent, par leur mariage, accéder à un autre statut social ou simplement se marier en dehors du monde des camps, le regard de l'extérieur et les pratiques de l'humanitaire qui ont créé l'exception sont vécus plus douloureusement :

98. Amman, 21 décembre 2000.

99. Camp de Jabal Hussein, 04 janvier 2001.

« Je sais, dit ainsi Sahar Suleiman qui a un peu moins de trente ans, qu'il y avait des maladies, et qu'ils avaient peur du choléra ou des choses comme cela (*elle évoque les désinfections au DDT*)... mais moi, moi quand ils venaient à l'école de l'UNRWA nous mettre du produit dans les cheveux, je partais en pleurant. Pourquoi seulement les écoles de l'UNRWA ? Pourquoi seulement nous, les enfants de Palestine (*aouled falestine*) ? L'UNRWA a beaucoup aidé les gens et jusqu'aujourd'hui, mais moi je n'aime pas cela, même leurs médicaments je n'aime pas les prendre car je sais que c'est pour les Palestiniens et c'est tout. Tu vois comme les gens qui ont une maladie spécifique juste à eux, nous sommes comme cela. Je vois beaucoup de gens depuis que je suis petite, qui attendent les rations, des femmes sous le soleil ou dans le froid, et parfois je les déteste et je me déteste et je déteste ce qui nous est arrivé. Je ne veux pas oublier notre histoire, mais le camp, je ne l'aime pas. Le camp est très divers, et le problème n'est pas l'endroit, ni les gens, c'est le nom seulement. Parce que le nom 'camp' veut dire que dedans ils ont rassemblé les Palestiniens, dans un seul endroit, pour eux, qu'ils n'ont pas d'autre endroit, c'est pour cela que je ne l'aime pas. Nous sommes allés en Syrie, au Liban, mais toujours les camps. Pourquoi ne sommes-nous pas comme les autres gens ? »⁹⁹

Plusieurs témoignages évoquent ce regard de l'extérieur qui crée une image très performative. Ainsi, la diversité sociale de ses habitants ne modifie pas l'image du camp. Beaucoup d'entre eux appartiennent pourtant aux classes moyennes, ont de hauts niveaux d'études, des emplois qualifiés et des ressources sociales, culturelles et économiques au-delà de la Jordanie et du monde arabe, par les migrations de membres de la famille. Au contraire, c'est l'image qui imprime sa marque et conditionne ou modifie les rapports sociaux. Comme le racontent Sahar et Izdihar Suleiman, quand elles disent à des amis ou à des collègues qu'elles vivent dans le camp, ils sont tout d'abord étonnés qu'elles soient du camp car ce sont des jeunes femmes considérées comme respectables, bien habillées et ayant fait des études. Par la suite, la plupart du temps, ils se détournent d'elles. Sahar ne le dit plus quelle que soit la proximité du lien :

« Beaucoup de gens ont un regard très méchant sur nous, ils disent 'toi, toi, tu es une fille du camp ?' C'est pour eux quelque chose comme une maladie. Ils pensent que nous sommes des gens de basse classe, que nous ne sommes rien, que nous sommes sales, que nous ne sommes pas respectables. Mon père avait de l'argent, il a acheté des terres partout, et peut-être que j'ai fait plus d'études que la personne que j'ai en face, mais cela ne change rien, vous êtes collés à cela, arrêtés. Pour eux, être du camp, cela veut dire être mauvais : les garçons, ils pensent qu'ils sont dangereux, voleurs, attendent les gens avec des couteaux ; et les filles ont mauvaise réputation. Certains disent 'toutes les filles du camp sont des putes' »¹⁰⁰

L'image véhiculée sur les camps est chargée d'effets de pouvoir, notamment au moment de mariages engageant des familles des camps avec d'autres vivant à l'extérieur, quand les questions de statut familial, de réputation, d'honneur des femmes et de la famille sont particulièrement importantes. Les jeunes femmes sont ainsi marquées par un double défaut d'honneur, celui de l'origine familiale ou locale et celui lié aux représentations sur leur sexualité. L'image du camp empêche ainsi des mariages et alimente à des conflits matrimoniaux et familiaux. Pour Sahar, c'est cela qui a contribué à son divorce et aux humiliations vécues dans sa belle-famille. Maintenant, Sahar, comme les autres filles de la famille,

100. *Id.*

refuse toutes visites de femmes ou de jeunes hommes désirant trouver une fiancée. Elles les accepteront à nouveau une fois qu'elles vivront ailleurs, ce que toute la famille a fini par accepter même si, pour leur mère et pour une des sœurs, militante, quitter le camp constitue un arrachement.

Il faut ainsi distinguer les perceptions et appropriations collectives, politiques et publiques de l'humanitaire de celles qui ont lieu à l'échelle des relations inter et intra-familiales et d'un vécu plus intime. Ces dernières diffèrent selon les générations mais aussi selon les histoires familiales et les trajectoires, les mobilités sociales ascendantes ou descendantes, et selon les sexes. Elles renvoient au caractère très performatifs des représentations qui, une fois établies car partagées, ont une temporalité longue et leur propre dynamique, et trouvent leur légitimité dans leur auto-reproduction, en dépit du changement social. Pourtant, elles participent parfois de ce changement en créant une image de substitution, une image alternative à même de le faciliter quand il n'est pas souhaité pour des raisons historiques ou politiques. Elles font alors contrepoids à l'histoire ou aux évolutions sociales en établissant l'image de la pérennité et de la continuité. Stéréotypes ou réalités alternatives, elles agissent fortement sur les pratiques et les itinéraires sociaux et individuels.

Bibliographie

Archives

Documents audiovisuels :

- Fonds photographique de l'American Friends Service Committee (Quakers) Palestine 1948-1950
- Fonds photographique du Comité International de la Croix-Rouge Palestine 1948-1950
- Fonds photographique de La Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge Palestine 1948-1950
- Fonds photographique et audiovisuel de l'UNRWA 1950-1998
- Nations Unies, *Sands of Sorrow*, 1950
- CICR, *Les errants de Palestine*, 1950
- UNRWA, *Tomorrow Begins Today*, années 1960 (pré-1967).
- UNRWA, *A Journey to Understanding*, 1961.
- UNRWA, *Beneath the Bells of Bethlehem*, années 1960 (pré-1967)
- UNRWA, *Flowers of Ramallah*, 1963.
- UNRWA, *The Silver Lining*, 1964.
- UNRWA, *Aftermath*, 1967.
- UNRWA, *Peace is More Than a Dream*, 1973.

Documents institutionnels cités :

- CICR, *Rapport relatif à la création de camp de réfugiés*, Ramallah, 17 décembre 1949, Archives du Comité International de la Croix-Rouge.
- Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge, *Relief Operation in Behalf of the Palestine Refugees, 1949-1959*, Archives de la Ligue des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
- Nations Unies, Assemblée Générale, *Palestine. Premier rapport provisoire de la Mission Économique d'Étude pour le Moyen-Orient*, 17 novembre 1949
- UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient*, 1^{er} mai 1950-30 juin 1951.
- UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine*, 1^{er} juillet 1954-30 juin 1955.
- UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine*, 1^{er} juillet 1958-30 juin 1959.
- UNRWA, *Rapport annuel du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine*, 1^{er} juillet 1961-30 juin 1962.

Ouvrages

- AGAMBEN, G.,
1997 *Homo Sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*, Seuil, Paris.
- AGIER, M.,
2002 *Aux bords du monde, les réfugiés*, Flammarion, Paris.
- BADIOU, A.,
1993 *L'éthique. Essai sur la conscience du mal*, Hatier, Paris.
- BOURDIEU, P.,
2001 *Langage et pouvoir symbolique*, Fayard, 1982/rééd. Seuil, Paris.
- CASTEL, R.,
1995 *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, Paris.

- DONZELOT, J.,
1977 *La police des familles*, Minuit, Paris.
- FABIAN, J.,
1983 *Time and the Other. How Anthropology Makes its Objects*, Columbia University Press, New York.
- FARAH, R. R.,
1999 *Popular Memory and Reconstructions of Palestinian Identity. Al-Baqa'a Refugee Camp, Jordan*, Ph. D., Department of Anthropology, University of Toronto.
- FARAH, R. R.,
1999 « Paradoxical and Overlapping Voices: the Refugee-UNRWA Relationship and Palestinian Identity in Jordan », texte de la communication présentée au Symposium du Cermoc-Amman, *The Palestinian refugees and UNRWA in Jordan, the West Bank and Gaza, 1949-1999*, 31 août-02 septembre.
- FOUCAULT, M.,
1994 « L'œil du pouvoir » (entretien avec J. -P. Barou et M. Perrot), in *Dits et Écrits, T. 3 1976-1979*, Gallimard, Paris, p. 190-207.
- MAUSS, M.,
1950 « Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris, rééd. 1985, p. 145-279.
- HARELL-BOND, B.,
1999 « The Experience of Refugees as Recipients of Aid », in AGER, A. (ed.), *Refugees. Perspectives on the Experience of Forced Migration*, The Tower Building, NY and London, p. 136-168.
- LATTE ABDALLAH, S.,
2000 *Images réfugiées*, montage vidéo, 90', CERMOC, Amman.
- ZOBEIDI, S.,
1999 *My Very Private Map of Palestine*, film documentaire.